L.S.O.

RÉVOLUTION QUÉBECOISE

numéro sept - volume un
mars mil neuf cent soixante-cinq
cinquante cents

Le virus de la peur page 3

Où mène le séparatisme? page 7

Congo-Québec page 15

Petite anthologie anti-syndicale page 24

L'Algérie: révolution tronquée page 48

SOMMAIRE mars 1965

PROBLÈMES DU MONDE OUVRIER

Le virus de la peur 3
éditorial

Petite anthologie anti-syndicale 24

L'exploitation par les impôts 30

Les comités de chômeurs 58
marcel joyal

LIBÉRATION NATIONALE ET SOCIALISME

Où mène le séparatisme? 7
jean rochefort

Congo-Québec 15
pierre vallières

L'Algérie: révolution tronquée 48
pierre fortin

POINTS DE REPÈRE

La Régie des Alcools et Don Quichotte Brunelle
Un poète et des hommes 34

LE VIETNAM: LA SALE GUERRE 39
nguyen van hieu

RÉVOLUTION QUÉBÉCOISE

revue politique
paraissant le quinze
de chaque mois

secrétariat et service d'abonnement:
3009 Maplewood, app. 11, Montréal.
bureau, du lundi au vendredi:
de 2 à 5 et de 7 à 10 p.m. Tél.: RE 9-4373
dépositaire à Paris:
La Joie de lire
40, rue St-Séverin, Paris 5e

directeur: pierre vallières
secrétaire à la rédaction: charles gagnon

distributeur: Agence de distribution populaire,
418 ouest, rue Notre-Dame
Tél.: 849-1146

la revue ne se tient pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés.

prix: 50 cents. 12 numéros: $5.00; de soutien: $10.00

éditorial

Le virus de la peur

L'Alliance canadienne des syndicats de journalistes (A.C.S.J.), lors d'une réunion tenue le 20 février dernier à Trois-Rivières, a dénoncé ce qu'elle a appelé le "syndicalisme en smoking" qui s'exprime, en particulier dans les conflits majeurs, par "la formule des négociations au sommet au cours desquelles d'autres négociateurs viennent se substituer aux comités de négociation démocratiquement élus par les syndiqués".

L'A.C.S.J. est un organisme consultatif formé de dix membres, soit deux représentants de chacun des 5 syndicats de journalistes canadiens-français, c'est-à-dire des syndicats de Montréal, Québec, Ottawa, Trois-Rivières et Sherbrooke, qui groupent environ 500 journalistes.

Pour une fois qu'un groupe d'intellectuels canadiens-français quittait la tour d'ivoire de ses préoccupations individualistes et laissait tomber le corset du formalisme littéraire pour dénoncer carrément l'une des tares majeures du syndicalisme nord-américain, ce groupe a été stupidement désavoué par un large secteur de ses confrères.

En effet, à la suite de la présentation tendancieuse que **Le Devoir** du 22 février avait fait du communiqué de l'A.C.S.J. dénonçant le "syndicalisme en smoking", un grand nombre de journalistes syndiqués de **La Presse** et la majorité des journalistes du **Devoir** s'indignèrent de l'attaque indirecte de l'A.C.S.J. contre les dirigeants de la Confédération des Syndicats nationaux (C.S.N.) à laquelle sont affiliés ces syndicats de journalistes.

Et à la suite d'un cabale organisée par les journalistes du **Devoir**, l'attitude de l'A.C.S.J. fut désavouée lors d'une assemblée générale du Syndicat des journalistes de Montréal, tenue quatre jours plus tard.

Qu'est-ce que l'on reprochait surtout à la dénonciation de l'A.C.S.J.? Rien d'autre que de "compromettre le prestige et partant la force de la C.S.N.".

Rien ne tient plus du sophisme. Car le véritable prestige, le prestige qui compte vraiment pour une centrale syndicale, c'est le prestige qu'elle a auprès de ses propres membres pour avoir défendu résolument leurs intérêts, et non pas le prestige factice auprès du grand public ou des membres des autres centrales syndicales. En effet, les travailleurs, syndiqués ou non, se dirigeront toujours vers les centrales qui défendent effectivement et résolument leurs membres, ou s'en éloigneront dans le cas contraire, quel que soit le prestige créé par la publicité.

De plus, foin du prestige de la C.S.N., si les intérêts de ses membres sont trahis! Les syndiqués n'ont pas pour fonction d'entretenir de façon factice le prestige d'une centrale afin que ses dirigeants et ses cadres bureaucratiques en vivent grassement comme d'une entreprise lucrative.

Et les dirigeants et l'idéologie de la C.S.N. n'ont rien de fondamentalement différents des dirigeants et de l'idéologie de la F.T.Q., du C.T.C. ou des centrales syndicales américaines. Car le but de toutes ces centrales n'est pas d'affranchir les travailleurs des fléaux du chômage et de l'insécurité économique en luttant contre le système capitaliste, mais seulement d'embrigader les travailleurs pour stabiliser l'économie capitaliste en amortissant les heurts entre employeurs et employés et surtout en canalisant l'indignation ouvrière vers des boucs émissaires, tels le communisme ou le socialisme.

La récente déclaration de George Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O. (la plus grande centrale syndicale au monde) est des plus révélatrices: "Nous sommes les plus ardents défenseurs du capitalisme". Les déclarations et les prises de position de Jean Marchand, président de la C.S.N. ne contredisent en rien une telle orientation idéologique.

Le syndicalisme en Amérique du nord est définitivement devenu un "business". Et la C.S.N. ne fait pas exception à cette règle.

C'est pourquoi les négociations de contrats collectifs dans les grandes entreprises se font entre chefs d'"entreprises": l'entreprise patronale et l'entreprise syndicale. Ces chefs transigent au sommet sur le dos des syndiqués à coups d'ententes tacites, de "gentleman's agreements".

Le grand syndicat des métallurgistes aux U.S.A. vient précisément de remplacer son président, un businessman du syndicalisme, parce que son mépris pour l'opinion et l'action des simples syndiqués était devenu trop flagrant.

Et c'est précisément ce "syndicalisme en smoking" que l'A.C.S.J. dénonça. D'ailleurs, si les négociations au sommet ne favorisaient pas les patrons, ceux-ci ne les rechercheraient pas et exigeraient de travailler avec "les comités de négociation démocratiquement élus par les syndiqués." Pourquoi la majorité des journalistes canadiens-français, qui sont censés être plus éveillés aux questions sociales que les autres travailleurs, ne sont-ils pas sensibles à ce problème fondamental?

Pour deux raisons dont la racine est la peur!

D'abord, la crainte d'être expulsés de la centrale syndicale C.S.N. Ce qui est une frousse enfantine, puisque la grève de **La Presse** a prouvé qu'il aurait été plus avantageux pour les journalistes d'appartenir à une centrale rattachée au C.T.C.

Cette crainte a, de plus, un fort relent nationaliste chez les journalistes du **Devoir** qui craignent d'affaiblir la C.S.N.

et de ralentir son rythme actuel de croissance. Car, pour ces journalistes, la C.S.N., avant d'être une organisation syndicale, est d'abord une institution canadienne-française.

Cette attitude nationaliste mène directement au bon-ententisme patronal-syndical, c'est-à-dire à une forme discrète d'anti-syndicalisme. D'ailleurs, bien des journalistes du **Devoir** se considèrent des professionnels plutôt que des travailleurs syndiqués. Et cet aristocratisme est un corollaire de leur esprit co-gestionnaire.

Ensuite, il y a la crainte, caractéristique des intellectuels, de s'opposer collectivement à une autorité. Individualistes jusqu'à la bêtise, la majorité des journalistes ne peuvent comprendre qu'ils ne seront respectés par leurs employeurs comme par les bureaucrates de leur centrale syndicale que dans la mesure où ces gens les craindront.

La crainte des faibles a toujours attiré l'oppression des forts. Seuls la détermination et le courage peuvent mettre un frein aux empiètements, aux abus et à l'exploitation des employeurs et des carriéristes et aventuriers syndicaux.

Les journalistes, en dépit de ce que certains détracteurs ont dit, reflètent bien le milieu canadien-français. Ils sont, comme la majorité de leurs concitoyens, individualistes, velléitaires et SUPERSTITIEUSEMENT RESPECTUEUX DE L'AUTORITE.

Révolution Québécoise

Où mène le séparatisme?

par jean rochefort

De jeunes et brillants intellectuels sont complètement obnubilés par le séparatisme ou nationalisme "nouvelle vague". Ils n'en voient pas la mystification. Et le plus grave, c'est que même les jeunes intellectuels qui se déclarent socialistes, tels ceux de l'équipe de PARTI PRIS, se laissent prendre à ce grossier traquenard. Ce qui illustre une fois de plus le manque de maturité politique de notre intelligentsia et la fragilité et la superficialité de ses convictions socialistes.

Les jeunes du Québec font actuellement du séparatisme l'arme par excellence de la libération nationale. Ils collaborent ainsi à la création d'un mythe politique qui servira finalement à asservir davantage le peuple du Québec.

Le problème du Québec est un problème ECONOMIQUE. Le Québec doit devenir ECONOMIQUEMENT adulte et progressivement indépendant des capitaux étrangers, c'est-à-dire qu'il doit se libérer progressivement de la tutelle étrangère qui le tient dans un état de sous-développement, de simple pourvoyeur de matières premières ou de produits semi-ouvrés.

A quoi sert une Constitution...

Mais que le Québec devienne CONSTITUTIONNELLEMENT indépendant, qu'il forme un Etat indépendant du reste du Canada, il n'en deviendra pas pour autant POLITIQUEMENT indépendant. Car aucun pays ne peut être politiquement indépendant s'il n'est pas économiquement indépendant.

Tout l'hémisphère occidental, toute l'Amérique latine témoigne dramatiquement de cette réalité. Les séparatistes devront réaliser le plus tôt possible et une fois pour toutes que le Québec fait partie de l'hémisphère occidental et non du groupe des pays afro-asiatiques.

C'est ainsi que les quelque vingt pays latino-américains

de notre hémisphère occidental sont CONSTITUTIONNELLEMENT indépendants des U.S.A. mais ne sont pas POLITIQUEMENT indépendants des U.S.A. Tous les gouvernements de ces pays, y compris l'énorme Brésil, sont sous la domination américaine et subissent les effets de cette domination : sous-industrialisation et chômage chronique et massif.

A tel point que dans ces pays les hommes d'Etat qui manifestent la moindre indépendance à l'égard de Washington et tentent, même timidement, d'affaiblir l'emprise américaine sur leurs économies nationales sont accusés de communisme et éliminés du gouvernement, soit avec l'appui direct des U.S.A., comme au Guatémala, soit avec l'appui indirect des groupes financiers américains, comme au Brésil.

...face aux U.S.A.?

Le Québec devra s'affranchir de l'emprise économique américaine ou il ne sera jamais libre, et à plus forte raison, jamais socialiste. Et l'une des dernières preuves que l'ennemi no 1 de l'émancipation économique du Québec (base de sa véritable émancipation politique) n'est pas le Canada anglophone mais les U.S.A., c'est la disparition des droits de douane sur les autos américaines vendues au Canada. Cette franchise pour les voitures yankees s'étendra bientôt à d'autres produits. Et le marché canadien ne sera qu'une extension du marché américain comme si le Canada n'était, avec sa petite population de 19 millions d'habitants, qu'un autre Etat américain : le 51e.

Ce que les séparatistes ne comprennent pas, c'est que Pierre Bourgeault ne fera pas plus que Réal Caouette pour la libération économique des Canadiens français. Le séparatisme est un mythe politique aussi vide et une agitation aussi émotive que le mythe économique du créditisme.

Le séparatisme comme le créditisme excelle dans la critique de certaines tares évidentes du système capitaliste, mais les remèdes qu'il préconise sont des drogues de charlatan.

Diviser un champ en y dressant une clôture ne change pas la nature du sol ! Et c'est précisément le sol qu'il faut amender. La sécession serait actuellement pour le Québec ce geste inutile : une coûteuse partition du champ (le Canada) sans amendement du sol (l'économie capitaliste).

Le Canada "souverain"

Il est faux que notre asservissement soit surtout de nature politique et qu'il faille d'abord faire sécession avant d'entreprendre toute politique économique, avant d'amorcer notre libération véritable.

L'illustration la plus dramatique de cette vérité, c'est la politique économique canadienne. Le Canada, qui est pourtant un pays autonome, dirigé par des hommes et des partis politiques canadiens, devient de plus en plus (c'est un secret de polichinelle) une contrée économiquement dépendante des U.S.A., un appendice, un 51e Etat, une colonie économique des U.S.A.

Or, le Québec n'a pas le tiers de la force économique du Canada. Et le Canada ne peut (ou difficilement en régime capitaliste) résister à l'envahissement américain. Un Québec qui ferait la sécession demain aurait donc au moins trois fois plus de problèmes et de difficultés à survivre, pour ne pas être asservi davantage par la finance des U.S.A., leur mainmise sur nos richesses naturelles et leur contrôle de nos marchés extérieurs.

Sécession: préalable ou fin en soi?

Car la sécession faite, non seulement dans un contexte capitaliste mais par des groupes, des organisations ou des partis sous le contrôle et la direction de la bourgeoisie canadienne-française, mènerait à un cul-de-sac économique et à plus de chômage et de misère pour le peuple du Québec.

Vouloir, dans ces conditions, la sécession d'abord et l'affranchissement économique ensuite, c'est aussi stupide que l'attitude d'un boxeur qui, pour un match de championnat, monterait d'abord dans l'arène, quitte à entreprendre son entraînement plus tard.

A moins que les adeptes du séparatisme ne désirent rien d'autre qu'une enclave francophone et capitaliste dans le bloc anglophone et capitaliste de l'Amérique du nord, la politique de **la sécession d'abord** est une trahison. C'est passer par le coûteux processus de la sécession pour obtenir le douteux privilège d'être exploités par des capitalistes qui parleront le "joual".

Mais si les partisans du séparatisme ne veulent faire du Québec qu'un énorme ghetto canadien-français, ils ont raison de rechercher la sécession d'abord et avant tout.

Cette sécession d'ailleurs ne serait plus "un préalable", elle serait une fin en elle-même, elle serait la consécration du nationalisme le plus réactionnaire, à la manière de l'Amérique latine, où les bourgeoisies nationales, partenaires subalternes des néo-colonialistes américains, sont les complices de l'asservissement économique de leurs pays et de leurs peuples.

Il ne peut être autrement puisque ces bourgeoisies nationales ou classes capitalistes, d'ailleurs plus ou moins de structure féodale, seraient éliminées par tout gouvernement qui voudrait affranchir économiquement son pays en développant sa base industrielle.

Car, pour développer cette base industrielle, condition essentielle d'une économie indépendante, un gouvernement de pays sous-industrialisé doit adopter une politique de planification économique sérieuse et procéder à la nationalisation de tous les grands secteurs de production et de communication, y compris naturellement la finance et le crédit. Un tel gouvernement doit ainsi éliminer l'entreprise privée dans ces secteurs-clés et détruire par conséquent la raison d'être des classes capitalistes, des bourgeoisies nationales.

L'"appui tactique" à la bourgeoisie

PARTI PRIS soutient que les forces progressistes doivent donner un "appui tactique à la bourgeoisie", laquelle doit diriger la lutte pour le séparatisme. Depuis quand les progressistes doivent-ils se mettre à la remorque des réactionnaires ? Car, depuis quand la bourgeoisie défend-elle les intérêts du peuple ? Depuis quand les loups prennent-ils la défense des brebis ?

Ce n'est pas un "appui tactique à la bourgeoisie" dans sa lutte (très velléitaire d'ailleurs !) pour le séparatisme qu'il faut donner, mais un "appui tactique à la bourgeoisie" dans sa lutte (même timide et intermittente) pour arracher à Ottawa le plus de pouvoirs possible (fiscaux, commerciaux, constitutionnels, etc.).

C'est cet "appui tactique" temporaire et conditionnel pour l'obtention de droits concrets et immédiats, qui prépare le terrain pour notre affranchissement véritable, notre libération économique, base de notre indépendance politique. Car cette lutte pour arracher à Ottawa des pouvoirs surtout économiques (exclusivité des impôts directs, etc.) non seulement sensibilisera les gens du Québec à la nécessité et à la priorité des revendications économiques, mais surtout dévoilera le caractère parcellaire et pusillanime des revendications du gouvernement du Québec, dévoilera la collusion de notre bourgeoisie canadienne-française avec les bourgeoisies anglo-canadienne et américaine, et permettra de créer un large front d'hostilité à l'égard du gouvernement et de la bourgeoisie du Québec.

C'est sur la base de cette prise de conscience de l'impossibilité du régime capitaliste (défendu par notre gouvernement et notre bourgoisie) de défendre les intérêts du peuple, que tous les éléments progressistes pourront unir leurs forces en vue de renverser ce régime d'asservissement national.

Mais cet "appui tactique" aux revendications du Québec ne place pas les éléments progressistes du Québec à la remorque de la bourgoisie comme le fait l' "appui tactique" au séparatisme, qui est une trahison à un double titre.

D'abord, cet appui au séparatisme laisse croire que la principale cause de notre asservissement est politique ; ensuite, il laisse croire qu'il sera non seulement possible mais plus facile de devenir maîtres de notre économie, une fois la sécession accomplie.

Séparatisme et capitalisme

Les politiciens de carrière savent bien que le séparatisme sur la base capitaliste qu'ils défendent n'a aucune chance de venir à maturité, car les maîtres de l'économie n'en veulent pas. Ce n'est pas que le séparatisme mettrait en danger le système capitaliste (les petits pays d'Amérique sont les esclaves du capital yankee), mais il compliquerait inutilement le mécanisme fondamental du capitalisme contemporain, c'est-à-dire, la disparition des frontières devant l'envahissement du capital américain et la disparition progressive de l'indépendance des monnaies nationales sous la pression de l'hégémonie mondiale du dollar.

Mais, si par impossible le Québec faisait sécession par la force improbable des mouvements nationalistes, rien d'essentiel ne serait changé. Le Québec resterait une contrée capitaliste dont les structures sociales forceraient les dirigeants séparatistes à emprunter aux U.S.A., avec garantie ad hoc, les capitaux nécessaires à la vie d'une économie non seulement de sous-développement industriel mais d'inféodation au marché américain.

Le Québec, même séparé, resterait donc une contrée capitaliste. Et le système capitaliste, c'est-à-dire le régime de la Libre Entreprise, de la priorité de l'intérêt particulier sur l'intérêt général se perpétuerait en aggravant (à cause de l'automation) ses tares incorrigibles, soit l'insécurité d'emploi, le chômage chronique, l'incapacité des salaires à rattraper le coût de la vie, etc., etc.

L'urgence de faire son choix

Les jeunes du Québec doivent donc faire leur choix et le faire rapidement d'ici quelques années. Sinon, ils aboutiront aux mêmes échecs qu'ont connus leurs devanciers : leurs pères et leurs grand-pères. Ils auront gaspillé inutilement leur jeunesse dans une entreprise stérile qui les laissera amers et désabusés.

Et ce choix est net : ou bien s'intégrer franchement et résolument au système capitaliste nord-américain (ce qui rend le séparatisme inutile !) ou bien rompre avec le système capitaliste et lutter pour l'établissement d'un régime socialiste adapté aux besoins et aux particularités du Québec.

La première solution, qui ne règlera pas nos problèmes fondamentaux, est la solution de facilité, la solution électorale que les politiciens du Québec, selon les milieux capitalistes qu'ils représentent, aiguillent vers le fédéralisme traditionnel ou vers le fédéralisme coopératif avec une petite touche de chantage séparatiste, comme force de marchandage avec Ottawa.

La seconde solution, qui est la lutte pour l'établissement d'un régime socialiste au Québec, impose aux éléments progressistes une technique autre que l'électoralisme capitaliste, une activité d'organisation des masses salariées en des groupes de revendications diverses et de pressions sur le gouvernement, qui font la véritable éducation pratique des masses populaires et les préparent pour l'action politique **directe** et efficace.

Car l'électoralisme, non seulement n'a jamais fait l'éducation des masses populaires, mais a largement contribué à les dégoûter de la politique (à cause de la corruption et du "patronage" des politiciens) et à les abrutir dans une soumission résignée et fataliste (à cause des trahisons successives des aspirations populaires par les partis politiques capitalistes).

C'est ce qui fait que le R.I.N. (Rassemblement pour l'Indépendance Nationale), qui est pourtant la plus sérieuse organisation séparatiste du Québec, trahit les espoirs de la jeunesse non seulement en mettant l'accent sur le préalable de la sécession, mais aussi, et surtout, en gaspillant les énergies des jeunes dans la préparation de luttes électorales dont l'issue laissera les jeunes générations du Québec amères et politiquement désabusées.

Car le R.I.N. aura le sort du Bloc Populaire, qui fut, lui aussi, le plus sérieux parti nationaliste de l'histoire du Québec. En dépit du fait qu'il put tirer profit du sentiment anti-conscriptionniste et anti-anglais qui régnait au Québec lors de la dernière grande guerre, le Bloc Populaire n'obtint que 15% du vote total aux élections provinciales d'août 1944. Et il disparut de la scène politique aux élections suivantes, balayé par l'indifférence et le scepticisme populaires.

Beaucoup d'énergie gaspillée, beaucoup d'espoirs déçus : tel fut le bilan de cette génération de la guerre de 1939-45.

Organiser les masses salariées en vue d'une action directe

Les forces progressistes du Québec doivent oeuvrer pour le socialisme, d'abord en organisant les masses salariées en groupes actifs de revendications économiques et ensuite en unifiant ces groupes en un large et puissant front de pression économico-politique sur le gouvernement du Québec qu'il finira par renverser par un coup d'Etat, c'est-à-dire en détruisant l'appareil d'Etat capitaliste.

Car les élections, qui sont un mécanisme capitaliste, ne peuvent jamais conduire au renversement d'un gouvernement ou d'un régime capitaliste.

D'ailleurs le coup d'Etat a servi et sert encore aux capitalistes à imposer certains de leurs commettants à la direction des affaires de l'Etat, tel de Gaulle, en France. Les élections, par leurs périodes de campagnes électorales, peuvent tout au plus servir aux forces progressistes à diffuser leur programme et leur doctrine dans une atmosphère des plus favorables à l'agitation et à la propagande efficaces.

Les groupes de revendication doivent non seulement prendre l'initiative de réclamer du gouvernement des mesures précises et concrètes pour satisfaire leurs demandes spécifiques, mais ils doivent aussi appuyer le gouvernement ("appui tactique à la bourgeoisie") dans tous ses efforts pour arracher à Ottawa le plus de pouvoirs économiques et politiques possible.

C'est l'ensemble de ces pouvoirs politico-économiques, (qui équivaudraient pour le Québec à un statut de grande autonomie mais non d'indépendance), qu'un secteur de la bourgeoisie canadienne-française appelle l'Etat associé. Et c'est cet Etat associé qui doit être, pour les forces progressistes, **ni un but, ni une idéologie,** mais une étape, **un objectif transitoire** qu'elles doivent appuyer.

Le socialisme, le chemin le plus sûr

Il est bien évident que si les forces progressistes du Québec étaient assez puissantes pour prendre le pouvoir immédiatement, il n'y aurait non seulement aucun danger (la consolidation d'un capitalisme natio-

naliste sous hégémonie américaine) à faire la sécession, mais encore il serait souhaitable que cette sécession se fasse immédiatement. Car cette sécession permettrait aux forces progressistes au pouvoir d'établir immédiatement un régime socialiste adapté aux conditions du Québec et de mettre ainsi en route par une planification adéquate, l'industrialisation de la province dans l'intérêt des classes salariées.

Le socialisme est ainsi le plus sûr et le plus rapide chemin vers la sécession utile, la sécession effectuée par les forces progressistes en vue de développer une économie planifiée, industrielle et seule capable de faire disparaître le chômage, l'insécurité économique et l'infériorité des Canadiens français du Québec.

C'est pourquoi le séparatisme (et son corollaire l'électoralisme) est une erreur politique. Car, s'il venait jamais à ébranler les masses populaires, la bourgeoisie canadienne-française s'en emparerait à temps pour le faire servir à ses intérêts.

D'ailleurs, Daniel Johnson, chef de l'Union Nationale, a déjà le nez dans le vent et se prépare, par ses déclarations indépendantistes à annexer la tendance séparatiste si jamais elle remuait sérieusement l'opinion populaire et devenait ainsi électoralement rentable.

Il est donc grandement temps que les jeunes intellectuels du Québec cessent de faire de la "politique littéraire".

Nous insistons sur l'importance que représente, pour une revue telle que "Révolution québécoise", le soutien régulier D'ABONNÉS.

Abonnez-vous dès maintenant et abonnez vos amis.

CONGO-QUEBEC

par pierre vallières

Les richesses extraordinaires du Congo expliquent que l'impérialisme (aujourd'hui dirigé par les Etats-Unis) y ait très tôt exporté ses capitaux et mené une lutte forcenée pour la possession monopolisée des immenses sources de matières premières que renferme cet important pays d'Afrique. L'impérialisme américain se traduit aujourd'hui par l'exploitation la plus impudente et l'oppression la plus inhumaine de millions d'hommes qui, du temps de Patrice Lumumba, avaient pris goût à la liberté, à l'indépendance. Lumumba, le neutraliste, a été assassiné par les agents des Etats-Unis. Moïse Tshombé remplit, aujourd'hui, à la tête du gouvernement congolais le rôle que les Américains attendaient de lui: maintenir coûte que coûte le Congo sous l'emprise du capitalisme yankee, éviter à tout prix que son uranium et son cobalt ne soient destinés à d'autres qu'aux Américains, tout mettre en oeuvre pour que le Congo "indépendant" et ex-colonie belge soit placé dans l'impossibilité de résister aux Etats-Unis, à ses capitaux, ses monopoles, ses institutions, son Ordre sacré de libre entreprise et de profits illimités, c'est-à-dire son organisation d'exploitation illimitée de l'homme par l'homme. Tout ceci explique l'opération "humanitaire" de Stanleyville... pour le sauvetage non des missionnaires blancs mais des mines contrôlées par les capitalistes américains parmi lesquels figurent les clans Kennedy, Dean, Rockfeller, Stevenson, Whitney, etc.

Le même impérialisme a aussi exporté ses capitaux au Québec, pour les mêmes raisons qu'au Congo: à cause de l'extraordinaire richesse de notre sous-sol.

A cette période de notre histoire où nous sommes tous, plus ou moins, en proie au nationalisme et désireux de nous libérer politiquement, l'expérience congolaise nous enseigne la difficulté de rendre véritablement libre un territoire où Washington possède (et se doit de protéger) d'importants intérêts financiers, à côté desquels ce que l'on nomme le colonialisme anglo-saxon et **canadian** apparaît aussi insignifiant et aussi dangereux qu'un épouvantail à moineaux.

La collusion des forces réactionnaires

Le néo-colonialisme repose sur l'alliance de la puissance impérialiste et de la bourgeoisie nationale. Au Congo, c'est l'alliance de la bourgeoisie d'affaires représentée par Tshombé et des capitalistes américains; les Belges se contentent de servir de médiateurs entre les Etats-Unis et le Congo, ils s'accommodent de l'idée de voir leur ancienne colonie prise en main par la "démocratie" américaine, sachant bien qu'il est exclu pour eux de supplanter la puissance des Yankees dont la politique se poursuit non seulement au détriment du Congo-Léo mais au mépris même des intérêts de leurs alliés. Dans le monde occidental, on ne peut rivaliser avec les Etats-Unis sur le terrain du capitalisme sans être inévitablement entraîné dans leur orbite, sans devenir de plus en plus le valet des monopoles qu'ils dirigent. Cela vaut autant pour la France, l'Allemagne de l'ouest et la Grande-Bretagne que pour la petite Belgique, qui, pour éviter de s'incliner devant la politique néo-colonialiste des Américains, n'avait qu'un choix à faire: celui du socialisme. En effet, seul le socialisme, c'est-à-dire la libération de l'inféodation au capitalisme monopoliste américain par la destruction de l'Etat bourgeois et la socialisation des moyens de production, peut résister à l'intégration au système de "libre échange" qui permet aux trusts et aux monopoles de profiter d'un marché illimité pour l'extorsion de leurs surprofits. Mais la Belgique n'est pas socialiste et le gouvernement Lefèvre - Spaak n'est pas intéressé à remettre le pouvoir au peuple belge, pas plus qu'il n'était disposé à accorder l'indépendance au peuple congolais. C'est pourquoi, ensemble, Américains et Belges occupent militairement le Congo dans le but de protéger les gros intérêts bancaires qui s'y trouvent. C'est pourquoi aussi le gouvernement belge, en Belgique même, joue un rôle semblable à celui de Tchombé au Congo, celui de "protecteur" des capitaux et des privilèges des bourgeoisies nationale et internationale.

Partout, dans "le monde libre", un seul maître: l'Américain, dont le système est le plus vaste, le plus fort, "the biggest of the world".

Le Québec n'échappe pas à la dictature du capital américain. Ce n'est un secret pour personne que les Américains contrôlent 90% de notre économie, la majorité de nos exportations et importations. Les Américains ont tout envahi, des chaines de télévision aux syndicats. L'emprise yankee est telle que le "pouvoir colonial" d'Ottawa n'est qu'un écran. Loin d'être une puissance, le Canada apparaît de plus en plus comme un satellite sans liberté des Etats-Unis. Certes, le Canada, contrairement aux autres pays de l'Amérique, commerce avec Cuba et la Chine populaire, mais ce commerce marginal ne suffit pas à le rendre "indépendant". Le Canada est une colonie des U.S.A. et le Québec, une sous-colonie.

On ne peut même pas dire que les capitalistes **canadian** servent d'agents aux monopoles américains: ils n'en sont que les marionnettes. Quant aux capitalistes québécois, ils sont à la merci totale des capitaux étrangers et le pouvoir qu'ils possèdent ne leur vient pas du peuple mais de leur collusion (d'ailleurs obligatoire pour eux s'ils acceptent toutes les règles du système) avec l'impérialisme.

Lesage, Filion, Laporte sont de la même race que Tshombé. Et **plus le peuple québécois manifestera sa volonté d'obtenir l'indépendance et l'essor économiques auxquels il a droit, plus un Tshombé québécois sera nécessaire à la protection des énormes intérêts américains qui contrôlent notre société. A Ottawa, les Américains n'ont pas besoin d'un régime fort, car leur domination est soutenue par l'adhésion des Canadiens anglais à l'"American way of life".** Pour nos compartiotes anglo-saxons, comme pour les Américains, le capitalisme et l'impérialisme sont de l'ordre du sacré. Au Québec il en va autrement depuis quelques années. "Brimés depuis deux siècles par les vainqueurs des Plaines d'Abraham et leurs descendants, et trahis depuis lors par leur élites clérico-féodales puis clérico-bourgeoises, les Canadiens français du Québec ont accumulé assez de rancoeur et de frustrations et possèdent le nombre et l'homogénéité suffisants pour faire éclater la camisole de force capitaliste et colonialiste qui les étouffe. De plus le Québec possède une position géographique, des sources énergétiques et des ressources naturelles amplement suffisantes non seulement pour assurer la naissance et la survie d'un Etat souverain mais pour en permettre un essor dynamique et un avenir florissant" (1).

Voilà de quoi inquiéter sérieusement nos voisins.

Ce n'est pas un hasard si la terreur judiciaire et policière s'installe à Québec plutôt qu'à Ottawa.

---

(1) Jean Rochefort, *Socialisme et sécession*, dans *Révolution Québécoise*, no 1, sept. 1964.

La bourgeoisie d'affaires québécoise, ainsi que ses avocats, ses notaires et ses médecins, ne veut pas d'un Québec indépendant, pas plus que Tshombé ne désire voir le Congo se libérer de la tutelle américaine. La bourgeoisie d'affaires évolue aujourd'hui dans un contexte international qui lui interdit d'ériger inutilement des frontières autour des "nations". L'intégration économique n'est-elle pas le plus sûr moyen de bénéficier de tous les avantages du système capitaliste? Nos voisins de l'Ontario l'ont bien compris, et les accords de "libre échange" récemment conclus entre le Canada et les Etats-Unis n'ont pas de quoi surprendre. Il n'est pas dit qu'un Lesage n'en ferait pas autant au Québec s'il avait en main les pouvoirs actuellement réservés au gouvernement central. Il est même probable qu'il s'empresserait de donner satisfaction aux moindres désirs de Washington, si l'on considère la dette financière que l'Etat du Québec a contractée vis-à-vis les Etats-Unis et dont il ne pourrait se débarrasser que par des mesures radicales, mesures tout à fait étrangères à la politique bourgeoise et pacifique du grand ténor de la révolution tranquille.

Mais le désir d'un nombre croissant de Québécois de voir leur pays suivre une véritable politique d'indépendance (de libération) nationale a de quoi durcir le régime actuel, car cette politique ne peut réussir que par une rupture définitive avec l'avertissement économique actuel, que par l'expropriation pure et simple de Noranda Mines et Cie.

Il est impossible que la lutte nationale québécoise ne soit pas nourrie par la lutte des classes, si elle veut dépasser le niveau superficiel des simples "arrangements" d'ordre culturel ou constitutionnel. Ce qu'il faut au Québec, c'est une révolution... comme au Congo, comme partout où l'impérialisme domine. Mais comment résister aux Etats-Unis, de nos jours? Regardons un peu ce qui s'est passé tout récemment encore au Congo.

Une histoire de malheurs

Jusqu'en 1956, la Belgique domina le Congo. Mais à partir de cette date, les Belges cédèrent une bonne partie des actions de l'Union minière du Haut-Katanga aux Américains et il devint, dès lors, évident qu'il ne serait pas permis au Congo, qui luttait pour son indépendance, de prendre réellement ses distances vis-à-vis les trusts occidentaux.

Quatre ans plus tard, la Belgique se voyait acculée à accorder l'indépendance à sa colonie et une quinzaine de jours après cet événement historique, les financiers américains commençaient déjà à utiliser le prétexte classique de la lutte contre le communisme pour pénétrer tout le pays et imposer leurs hommes.

Pourtant, Lumumba n'avait rien d'un communiste. Il voulait seulement que son pays, face aux deux blocs, pratique une politique de neutralité absolue. Pour les Etats-Unis, une telle prétention apparut aussitôt comme extrêmement dangereuse, car elle signifiait une volonté très nette d'indépendance réelle, et non pas seulement fictive.

Après avoir reçu la visite de sénateurs américains, un journal congolais pouvait écrire: "Les U.S.A. auraient été assez impressionnés par le fait que l'on pourrait craindre ici des menaces communistes, et comme le Congo est l'un des plus riches en matières stratégiques..."

Les Américains fondèrent l'**American Committee for aid to Katanga's Freedom Fighters** moins d'un an après l'indépendance du Congo, alors que Moïse Tshombé suscitait la sécession du Katanga et M. Albert Kalonji, celle du Sud-Kasai. Le Katanga et le Sud-Kasai, comme par hasard, sont les deux régions les plus riches du Congo et fournissent à elles seules plus de 75% du budget national du Congo. Puisqu'il y avait risque, pour les monopoles américains, de ne pouvoir "sauver" du communisme (c'est-à-dire de l'indépendance) le Congo tout entier, la sécession du Katanga et du Sud-Kasai s'imposait.

Le **Chicago Tribune** du 5 septembre 1960 écrivait: "Nous ne faisons rien en faisant les choses à moitié. Si le Congo est important pour la cause occidentale, et si une tête de pont soviétique est dangereuse dans le centre de l'Afrique pour les intérêts américains, alors **nous ne pouvons pas perdre de temps à décider qui sont nos amis et qui sont nos ennemis au Congo.** Employons nos dollars, notre influence et notre aide pour que ce territoire ne glisse pas vers Moscou."

En même temps qu'ils soutenaient la sécession katangaise, les Américains décidèrent d'employer "leur aide" à l'élimination de Lumumba lui-même. La C.I.A. fut chargée par le secrétariat d'Etat de persuader le président Kasavubu de révoquer le premier ministre Patrice Lumumba dont "les sympathies communistes" étaient une menace au "monde libre". Ensuite, le colonel Mobutu fut chargé de briser par la force la résistance du Parlement, et finalement, un héli-

coptère américain fut prêté à la police congolaise pour repérer Lumumba en fuite et l'assassiner.

Pendant ce temps, l'ambassadeur américain à Léopoldville allait présenter ses hommages au gouvernement anticommuniste et sécessionniste de M. Tshombé et aux installations minières du Haut-Katanga, contrôlées par ses amis. Les sénateurs américains, en tournée africaine. se succédèrent au bureau de M. Tshombé, et Patrice Lumumba étant éliminé, on traça des plans pour le rétablissement de l' "unité nationale".

Léopoldville change d'ambassadeur américain et la nouvelle tâche des Américains est double : éliminer du gouvernement Adoula — qui a succédé à Lumumba — tous les nationalistes lumumbistes et mettre un terme à la sécession katangaise qui ne correspond pas tout à fait aux intérêts des trusts américains du cuivre, qui se plaignent en douce de devoir alligner leurs prix sur ceux, trop bas, de l'Union minière. L'Oncle Sam est heureux maintenant de pouvoir donner satisfaction à tous ses enfants.

Quand ce double objectif fut atteint, le gouvernement Adoula apparut ouvertement comme un satellite des Etats-Unis. Le Congo renforça alors ses relations avec Formose, vota avec les Etats-Unis contre l'admission de la Chine à l'O.N.U. et avec Washington contre Cuba, etc.

L'opposition lumumbiste chassée du gouvernement et la sécession katangaise démantelée, les Etats-Unis expédièrent leurs "missions" militaires, économiques et culturelles au Congo dont ils prirent en main définitivement le développement futur.

Mais la révolution grondait déjà dans certains coins du pays, provoquée par l'alliance du peuple frustré, au profit d'une minorité de fonctionnaires corrompus, des bienfaits attendus de l'indépendance et des partis politiques écartés du pouvoir. Cette révolution, que les Américains n'avaient pas prévue, allait entraîner l'effacement de M. Adoula, jugé trop faible, et son remplacement par M. Tshombé qui, de séparatiste, allait devenir, pour les besoins de la cause yankee, apôtre de l'unité nationale.

Au début de 1964, un "Comité national de libération" regroupant les anciens partisans de Lumumba, décide de passer à l'action pour reprendre le Congo à l'impérialisme. Aussitôt, les Etats-Unis et la Belgique se concertent en vue de mater la rébellion. Tshombé, en exil depuis l'écrasement de la sécession katangaise, est rappelé en hâte de Léopoldville.

Entre temps, la rébellion est divisée en deux groupes. Un groupe minoritaire, dirigé par

M. Mulele, ancien ministre de Lumumba qui avait déjà expérimenté avec succès les méthodes chinoises de la guerre de guérilla, et un groupe largement majoritaire dominé par les partisans de MM. Gizenga et Gbennye (eux aussi anciens ministres de Lumumba) et opposé carrément aux tactiques de la guérilla.

Le groupe majoritaire, s'emparant de Stanleyville, décide donc du jour au lendemain de proclamer une République démocratique du Congo. Mais le soutien verbal qu'accordent alors les pays africains au clan Gizenga ne se traduit pas par une aide militaire et financière efficace. L'aide de l'U.R.S.S. et de la Chine demeure insignifiante, et maintenir une République populaire au coeur du Congo se révèle vite une aventure désespérée.

Contrairement à la guerre de guérilla, la proclamation d'une république à Stanleyville concentrait une bonne partie des forces au même endroit et les livrait aveuglément à la répression massive que les Américains ne tarderaient pas à organiser. Les avions américains arrivèrent bientôt au Congo, le gouvernement Tshombé engagea des mercenaires blancs et, finalement, les Belges envoyèrent des parachutistes pour libérer Stanleyville.

La chute de Stanleyville consacra, certes, l'échec des méthodes classiques d'opposition à un régime fasciste appuyé par le capitalisme monopoliste, mais elle ne marqua pas la fin de la lutte contre Tshombé et tout ce qu'il représente. La colère provoquée partout en Afrique par l'intervention militaire des Américains et des Belges a commencé de se transformer en un soutien plus efficace aux révolutionnaires congolais ainsi qu'en un front anti-impérialiste plus large en Afrique.

Il ne fait pas de doute que la lutte armée va connaître de nouveaux développements en Afrique, car l'affaire de Stanleyville a clairement démontré aux nouveaux Etats "indépendants" que la "décolonisation" était un mythe plus qu'une réalité et que les Africains étaient encore loin d'être maîtres chez eux. Il est maintenant devenu évident pour tout le monde qu'après avoir été colonie belge, le Congo est appelé à devenir sous Tshombé un bastion important du capitalisme monopoliste en Afrique. Les Congolais réussiront-ils à libérer leur patrie de la dictature américaine ?

La lutte armée est la seule voie vers la libération du Congo... comme vers celle du Vietman et des autres pays dominés par l'impérialisme.

Le Québec face à Washington

Bien plus encore que celle du Congo, l'économie "québécoise" est en symbiose avec celle des Etats-Unis. Un Québec socialiste, vidé des capitaux américains et entouré (sinon envahi) d'une armée hostile, pourrait-il survivre ? Seuls les Québécois peuvent répondre à cette question qui met en jeu leur volonté de libération ou leur désir d'intégration.

En tout cas, les Québécois doivent savoir que leur patrie n'échappera pas à l'intégration économique sans que soit accomplie la socialisation des principaux moyens de productions et que cette socialisation ne pourra être pratiquée sans une guerre aux monopoles qui contrôlent actuellement le présent et l'avenir économiques du Québec. L'indépendance est à ce prix, et ce prix comprend une lutte sans pitié à la dictature du capital américain.

Est-ce à dire qu'il faudra organiser ici une lutte de guérilla adaptée à notre société urbanisée ? L'avenir le dira. Une chose importe : savoir qu'on n'échappe pas à la domination de l'impérialisme par des discours mais par des actes.

Si le peuple québécois désire une indépendance véritable, il peut s'attendre, par exemple, à ce que le groupe Noranda réagisse de la même façon qu'a réagi, au Congo, le groupe de capitalistes engagé dans l'Union minière du Haut-Katanga. Les Etats-Unis ne laisseront certainement pas leur échapper un pays qui dispose d'énormes richesses naturelles, à peine entamées. C'est pourquoi il est inutile de penser ou de souhaiter que la libération économique et politique du Québec puisse se faire par des moyens pacifiques.

La démocratie, c'est la liberté, l'indépendance concrète, ce n'est pas le statu quo ni le droit de vote tous les quatre ans. La démocratie se trouve au bout d'une longue lutte de libération. Actuellement, nous ne vivons pas en "démocratie" mais en pleine dictature et l'histoire n'a jamais connu de dictature qui se soit effondrée sans une pression violente exercée par la base.

Au Québec, la violence grandira d'elle-même à mesure que, face à l'éveil des masses, les classes dirigeantes devront multiplier les Wagner et armer la police de l'Etat. A moins que le peuple ne s'endorme de nouveau pour ne plus jamais se réveiller, la révolte du Québec est à prévoir, avec toutes ses conséquences sur le plan national et international. C'est pourquoi ceux qui prétendent vouloir accorder l'indépendance au peuple québécois par le moyen des élections bourgeoises et sans briser la dictature du capital étranger ne sont que des charlatans qui ne veulent, en somme, que faire parler français à nos oppresseurs. En traitant à la légère ce qui est fondamental, ils ne peuvent, en fin de compte, que trahir. ■

QUEBEC NE PEUT NATIONALISER LES MINES PARCE QU'IL NE "TIENT PAS LE BATON"

René Lévesque (**La Presse**, le 17 février 65)

LE QUEBEC NE "TIENT PAS LE BATON" PARCE QU'IL NE NATIONALISE NI LES MINES NI LES FORETS

L'ETAT EST LE SEUL OUTIL DE POLITIQUE ECONOMIQUE QUI NE SOIT PAS A VENDRE

René Lévesque (**La Presse**, le 27 février 65)

SI LE PRESENT ETAT QUEBECOIS N'EST PAS A VENDRE, C'EST QU'IL EST DEJA VENDU. LE MINISTRE LEVESQUE SE DOUTE A QUI ?

Petite anthologie anti-syndicale

Pendant que la C.S.N. et la F.T.Q. se concurrencent comme deux entreprises rivales et qu'elles oublient d'unir leurs énergies pour non seulement défendre au jour le jour leurs membres mais pour contester une bonne fois le système qui enchaîne les ouvriers du Québec à leur sort, la Fédération Canadienne des Associations indépendantes (ou syndicats de boutiques) continue, sous la présidence du briseur de grève expert Lucien Tremblay, à répandre un anti-syndicalisme militant et un retour au corporatisme parmi les travailleurs que nos grandes centrales ont oubliés de rendre conscients, de politiser ou même d'organiser, occupées qu'elles sont à participer à la gestion bourgeoise du "bien commun"!

Comment expliquer, autrement que par un pourrissement de l'appareil syndical de la C.S.N., la défaite que cette centrale vient de subir à Mont-Laurier au profit de la F.C.A.I. de Lucien Tremblay, alors que la C.R.O. avait accordé la reconnaissance syndicale à la C.S.N.? Comment un petit capitaliste comme Toussaint Lachapelle et un bandit comme Lucien Tremblay ont-ils pu avoir raison de la C.S.N. dont le journal officiel, LE TRAVAIL, raconte à pleines pages les éclatantes victoires?

L'HARMONIE SYNDICALE, journal de la F.C.A.I., raconte que les syndicats ne savent que faire de fausses promesses aux ouvriers. Evidemment, les critiques de Lucien Tremblay n'ont pas pour but de rendre les syndicats révolutionnaires, mais l'inertie de nos grandes centrales contribue à lui donner raison dans l'esprit des travailleurs et à répandre de plus en plus l'impression que "le syndicalisme, ça ne vaut pas un arrangement à l'amiable avec les patrons".

Nous publions ici quelques-uns des textes parus dans le numéro du 15 février 1965 de l'HARMONIE SYNDICALE. Ces textes se passent de commentaires, mais les collaborateurs de ce journal infect et les dirigeants de la F.C.A.I. vont-ils se passer encore longtemps d'une solide correction? Travailleurs, si vous rencontrez Lucien Tremblay, n'oubliez pas qu'il est l'un de vos pires ennemis, un collaborateur des patrons les plus arriérés et les plus exploiteurs du Québec.

journée d'étude des professeurs:

Grève hypocrite

Nous avons lu dans les différents quotidiens que quelques 500 professeurs ont jeté sur le pavé plus de 15,000 élèves dans la ville de Québec. Ces professeurs sont en grève.

Mais, à cause d'une certaine technicalité légale, ils ne peuvent pas ouvertement le dire; ils ont hypocritement choisi une formule agréable à l'ouie. Ils ont mielleusement trompé la population en disant qu'ils étudiaient profondément le Rapport Parent. Qui veut-on éblouir? Pour quoi prend-on la population aujourd'hui? Que se pensent ces professeurs? Des cerveaux surhumains? des êtres supérieurs? donnant libéralement une parcelle de leur esprit et de leur intelligence à un pauvre troupeau de misérables qu'est le peuple. Mais qui donc vous paie Messieurs les Professeurs? Avez-vous déjà pensé que ce sont nos taxes, une partie de notre salaire durement gagné, une partie du salaire de chacun des pères de famille des enfants qu'on vous a chargés de garder, d'éduquer, d'instruire?

Notre point de vue n'est pas de discuter si vous avez tort ou raison de demander plus ou moins de salaire. Naturellement que vous avez raison d'être bien payés, bien usés. Mais encore faut-il admettre que bien payer a une certaine limite et doit être pris en considération avec d'autres métiers, d'autres groupements de travailleurs, d'autres classes. Il faut prendre en considération le nombre d'heures que vous travaillez, le nombre de jours de congés et l'effort physique, moral ou mental que vous déployez.

Tout dans la vie ou presque tout est relatif.

Messieurs les Professeurs, Mesdames et Mesdemoiselles les institutrices, quand vous désirez honnêtement vous mettre en grève, ayez donc assez de loyauté, de franchise pour voter en faveur d'une grève et sortir ouvertement en disant: "Nous sommes en grève". Achevez donc de tromper par hypocrisie les élèves qu'on vous a confiés pour en faire des hommes et des femmes en leur faisant accroire que vous allez étudier le rapport Parent ou autre (s) rapport (s).

A bas les masques! A bas l'hypocrisie! Nous voulons la loyauté, la vérité. Ce n'est pas la grève en soi que nous condamnons ici. C'est le geste hypocrite.

lucien tremblay

Le pire des arrangements vaut le meilleur des procès

Dans la vie, il existe toutes sortes de gens: des braves gens, des gens difficiles, des gens à bon caractère, des gens à mauvais caractère, des gens d'affaires, des gens du peuple, des gens de toutes professions, de tous métiers. Mais parmi toutes ces catégories de gens, il en existe pour qui tout dans la vie doit se régler par ce qu'on appelle "un procès", un argument, une dispute, une chicane.

Retour au passé

Ceux qui sont plus âgés pourront se reporter dans leur tendre enfance et se rappelleront facilement que dans chaque village d'autrefois, comme à Montréal dans chaque quartier, il existait un ou quelques caractères bien typiques qui faisaient leur "procès" pour tout et pour rien. La clôture du voisin avait été déplacée, on lui volait un pied de terrain. Au lieu de s'entendre avec son voisin, il allait faire son procès

On avait volé ses volailles; les poules ne pondaient pas leur oeuf tous les jours, donc il était volé, alors il fallait plaider comme ils disaient; le voisin supposément, l'avait insulté parce que depuis 2 ou 3 semaines il ne lui parlait pas sur le même ton; son orgueil était outré; il fallait en-

core plaider et faire son procès. A les entendre les procès ça payait; ils gagnaient toujours; c'étaient les coqs du village. Mais tous les autres alentour s'apercevaient facilement qu'ils ne gagnaient jamais rien, même si en principe quelques rares fois, ils avaient gagné, en fait ils avaient dépensé tellement d'argent, de temps, ils s'étaient créé tellement d'ennuis, de troubles et d'ennemis, qu'une fois le bilan fait ils étaient toujours les perdants.

Et aujourd'hui

J'aimerais transposer cette formule de gens qui aiment les "procès" dans le monde syndical et vous faire comparer la doctrine de la C.S.N., de la F.T.Q. et de la F.C.A.I. Ce n'est un secret pour personne. Vous le lisez dans les journaux, vous le constatez dans la rue; aujourd'hui C.S.N. égale GREVE.

STANDARD PAPER BOX: 26 semaines en grève résultat: lamentable, pitoyable; échec quasi total.

LA PRESSE: 212 jours en grève. Inutile de qualifier, tous les journalistes, tous les journaux, tous les commentateurs de tv, de radio, l'ont déjà qualifiée autre échec, moral, financier, physique; échec dans le sens le plus large du mot.

La Régie des Alcools

Farce monumentale, erreur terrible de jugement de la part des chefs; misère noire pour les grévistes même si le journal plus épais de l'Amérique du Nord publie une photographie de quelques 3 ou 4 grévistes qui s'arrachent le journal où l'Honorable René Lévesque aurait dans un discours, prononcé quelques paroles d'encouragement aux grévistes, n'allons pas nous illusionner et croire que les grévistes ont décidé eux-mêmes, volontairement, sans pression d'aller en grève, qu'ils connaissaient parfaitement la situation, qu'ils savaient exactement la longueur de la grève et les ennuis que ça causerait qu'ils ont été en mesure d'étudier à sang froid le pour et le contre avant de se jeter dans cette néfaste grève. NON, non et encore non. Cependant leurs chefs eux, savaient où ils allaient. Mais leurs chefs, ce sont ces petits vieux d'autrefois pour qui tout doit se régler par un procès; il faut plaider et il faut gagner, du moins avec sa gueule. La F.T.Q. plus sérieuse, (il faut l'admettre) elle-même souffre aujourd'hui du maraudage de la C.S.N. qui fait le jars du village. Pas besoin de dire que politiquement parlant, le support moral est là; ça dure ce que ça dure mais dans le moment, c'est dur à endurer pour plusieurs.

Enfin la paix

Nous avons compris que le procès, le plaidoyer, la chicane, la dispute, ça ne mène nulle part. Nous avons compris qu'une discussion amicale autour d'une table ou autrement apporte des solutions beaucoup plus heureuses, plus avantageuses que les coups de poing dans le vide, les mots insultants, les mines provocantes et les bravaches inutiles.

Mais, est arrivée cette formule de paix, de bonne entente, de compréhension mutuelle: la F.C.A.I.

Vous me permettrez une petite indiscrétion, le trait vaut la peine d'être souligné. Jean Marchand grand chef de la C.S.N., alors qu'il espérait avec quelques-uns de ses collègues, faire un succès à Mont-Laurier (Il a fait un échec lamentable là aussi) avait prononcé un discours d'environ 2 heures et pendant ces deux heures, une heure et quarante-cinq minutes environ avaient été employées à insulter Lucien Tremblay, Président de la F.C.A.I., et le Docteur Toussaint Lachapelle, Président de la Compagnie. Il a fini en plaçant ses bras en croix posant au Christ et en disant: "Je suis là, si vous coyez que vous avez besoin de mes services, vous n'avez qu'à m'appeler et je règlerai tout à Mont-Laurier". Eh oui, il a tout réglé à Mont-Laurier.

Nous vous en parlons dans une page un peu plus loin.

Si nous exposons ce point de vue, c'est que nous voulons que chacun de vous comprenne qu'aujourd'hui encore peut-être plus qu'hier ce vieux dicton qui naturellement doit être pris dans un sens large, est toujours vrai: "Le pire des arrangements vaut le meilleur des procès".

lucien tremblay

Grève :

Nécessité ou châtiment

Il existe présentement une lutte à finir entre deux grands syndicats québécois. Une lutte non pas pour le bien des travailleurs mais plutôt une lutte de prestige personnel entre les chefs syndicaux concernés; bataille intersyndicale d'une gravité telle que même les moins versés en matière syndicale ne peuvent s'abstenir de commentaires dégoûtants. Afin d'emmener un plus grand nombre d'adhérents, ils prometteront mer et monde pour l'amélioration de salaires et privilèges souvent très peu réalistes. Les négociations ne marchent pas assez rondement à leur goût, ils n'hésitent pas à déclencher une grève au détriment de l'équilibre familial des ouvriers concernés. Je me pose une question: "Est-ce que les organisateurs ont connu le déséquilibre financier qu'apporte une grève à une famille vraiment ouvrière et sans autre revenu que le salaire hebdomadaire"?

Des doutes

J'en doute beaucoup. Toutes ces luttes, ces grèves sont en somme payées par l'ouvrier payeur de cotisations. Ce payeur de cotisations est-il consulté sur la façon dont son argent est employé?

Je ne le crois pas, et même j'oserais dire qu'il devra payer pour les erreurs de ces chefs irresponsables en voyant sa cotisation augmentée après obtention de quelques gains qui en somme, n'en sont pas.

Ne pas s'illusionner: le patron sera toujours maître chez lui; je ne crois pas être obligé de spécifier ma pensée là-dessus car j'imagine que vous comprenez mon idée.

Qui suis-je?

Il ne faudrait pas me prendre pour un antiunioniste, au contraire; je suis d'accord pour l'union des ouvriers réalistes, qui voient à ce que leur union mène leurs affaires selon les désirs de leurs membres sans pour cela attaquer l'union opposée à l'autre.

Il y a en notre belle province plusieurs compagnies ou commerces similaires qui se font concurrence de façon honnête et loyale, mais on ne peut en dire autant que nos unions ouvrières qui, d'après moi, devraient donner l'exemple sous ce rapport. Je crois qu'il serait plus sage aux unions qui se livrent une lutte sans merci

entr'elles d'essayer de recruter leurs nouveaux membres parmi les 75% des ouvriers qui n'adhèrent à aucune organisation syndicale et qui attendent que les portes leurs soient ouvertes.

Mouvement jeune mais honnête

Heureusement les centrales syndicales ne se ressemblent pas toutes; il a une lueur d'espoir. Il y a un rayon pas tellement puissant mais qui pointe vers l'avenir; il est jeune, plein de promesses, paisible et surtout honnête.

Il est né il y a seulement cinq ans, baptisé du nom de Fédération Canadienne des Associations Indépendantes "F.C.A.I.". Son fondateur M. Lucien Tremblay qui l'a créée dans un but pacifique s'est entouré de gens pacifiques afin de revaloriser l'étendard syndical.

N'est-il pas plus agréable pour les parties en cause, de vivre dans la paix, l'harmonie et la compréhension plutôt que de vivre sous la menace de la matraque d'un côté et du congédiement de l'autre?

N'est-il pas plus rassurant de travailler pour un employeur prospère et compréhensif plutôt que pour un employeur qui peut fermer ses portes d'un jour à l'autre, faute de revenu moindre dû à l'exagération répétée de privilèges dépassant la capacité financière permise et possible?

A vous tous, Amis travailleurs membres F.C.A.I., réfléchissez bien; n'êtes-vous pas un peu gâtés par vos Associations respectives?

Les résultats obtenus sont peut-être plus lents, mais par contre, si nous y pensons un peu, nous les obtenons à meilleurs prix dans la compréhension, la paix et l'Harmonie. Il n'y a pas de prêts de grève à rembourser, ce que nous obtenons comme on dit souvent, c'est "clair" c'est net, c'est surtout sans ambition orgueilleuse personnelle il n'y a pas de guerre de prestige entre nos Associations. Nous sommes tous unis dans un même but pacifique: L'HARMONIE SYNDICALE.

Soyons fiers d'être membres F.C.A.I.

marcel cyr

Mont-Laurier

Arrivés en lion, ils repartent en mouton

Beaucoup de choses ont été dites et écrites au sujet de la pénible grève à la Bellerive & Plywood de Mont-Laurier, grève illégale faite par certaines personnes membres de la C.S.N..

Me Pierre Vadeboncoeur, Jean Marchand, un dénommé Lapointe, Brousseau l'organisateur qui incidemment est devant la Cour de Mont-Laurier et nombre d'autres dirigeants de la C.S.N. sont venus à tour de rôle pendant plus d'un an et demi, faire des mamours, raconter des bobards, crier des insultes, descendre Lucien Tremblay, Président de la F.C.A.I., insulter les dirigeants de la Compagnie, crier des noms aux nobles ouvriers qui sont retournés au travail avec un contrat endossé par eux, contrat négocié par la F.C.A.I. avec la compagnie. Tout ça, pendant 18 mois. Les menaces de toutes natures, les actes de vandalisme ignoble tel que voitures brisées, vitres fracassées, personnes molestées, le feu mis à des domiciles, et encore, et encore, et encore. Laissez travailler votre imagination, la leur était fertile.

Tout ça pendant 18 mois pour qu'un beau jour, la C.S.N., se retourne de bord et dise aux ouvriers à qui elle avait chanté la pomme, fait des promesses (fausses naturellement) pendant près de deux ans, nous vous laissons tomber; vous avez fait une grève illégale, vous nous avez coûté $400,000.00. Nous nous en allons!

Dans un journal local de Mont-Laurier, plus précisément l'Echo de la Lièvre, nous voyons comme entête ceci:

"LA C.S.N. A SOUTENU LES GREVISTES AUSSI LONGTEMPS QU'IL Y A EU LA PLUS MINCE LUEUR D'ESPOIR"

Me Pierre Vadeboncoeur, pourquoi ne pas avoir demandé à la F.C.A.I. s'il y avait de l'espoir, et quand il n'y eût plus d'espoir, nous vous l'aurions dit: "allez-vous-en chez vous, il n'y a plus d'espoir"; vous n'auriez pas dépensé comme vous dites un peu plus loin, plus de $200,000.00 en prestations aux grévistes que la C.S.N. a supportés pendant 1 an et demi; les actes de vandalisme n'auraient pas eu lieu et je pense qu'on aurait une meilleure idée de vous à Mont-Laurier.

Pour votre information, Me Pierre Vadeboncoeur, M. Tremblay est retourné à Mont-Laurier depuis, (d'ailleurs c'est son travail) ce n'était pas un spécial, et il a entendu quelques remarques désobligeantes à votre sujet.

Inutile d'ajouter à tout ceci. La malheureuse, la triste grève de Mont-Laurier a coûté des milliers de dollars à la C.S.N. nous sommes d'accord; mais ce qui est le plus étrange, c'est que même les représentants de la C.S.N. n'ont pas semblé calculer la perte épouvantable subie par les travailleurs qu'on avait soutenus moralement dans l'illégalité, le nombre de centaines ou de milliers de dollars causés par les actes de vandalisme. Et ce qui est pire encore, les traces à jamais ineffaçables de division, de haine qui existent à Mont-Laurier, car il existe de la haine à Mont-Laurier; des gens ne veulent plus se reparler, des amis sont devenus des ennemis; ça, ça ne se calcule pas en dollars mais c'est quand même un dommage dans certains cas irréparables.

TOUT CA CAUSE PAR DES GENS QUI S'APPELLENT DES CHEFS "SYNDICAUX".

Messieurs, rappelez-vous: la tête n'est pas faite seulement pour porter un chapeau.

Dans le prochain numéro:

POUR UN SYNDICALISME CLANDESTIN (à l'intérieur des grandes centrales)

L'exploitation par les impôts

Dans sa rubrique au lecteur, un grand quotidien de la métropole publiait, il y a un an, la courte lettre que voici :

"M. René Lévesque a la manie des tableaux. Eh bien, en voici un que je trouve très intéressant; c'est au sujet de la pension fédérale de vieillesse.

"Si vos revenus sont de :

Moins de $3,000, vous payez	4% soit	$120.
$4,000	3%	$120.
$6,000	2%	$120.
$8,000	1½%	$120.
$12,000	1%	$120.
$16,000 (député)	¾ de 1%	$120.
$24,000 (Lesage)	½ de 1%	$120.
$36,000 (Pearson)	⅓ de 1%	$120.
$75,000 (Gordon)	⅙ de 1%	$120.

Pas de commentaires."

Voilà qui donne un sacré croc-en-jambe à l'argument mystificateur des impôts progressifs.

Au cours des mois qui ont précédé, des millions de Canadiens ont en effet reçu des formules d'impôt à remplir, et ont pu constater dans le guide de la formule T-1 abrégée, que pour un revenu imposable de $1,000, l'impôt s'élève à 11%, et qu'il augmente progressivement jusqu'à 80% pour un revenu de $400,000. ou plus.

Il n'en faut pas davantage pour convaincre le plus exploité des ouvriers que ce système de l'impôt progressif est bon, juste, honnête et équitable. Il est normal, dira-t-il, que le "gros" paye plus que le "petit". Fort bien. Mais le seul défaut du raisonnement, c'est qu'il est complètement erroné. L'échelle des impôts progressifs nous donne l'illusion que les "gros" assument la plus large part du fardeau global des taxes, alors que dans les faits, c'est le contraire qui se produit.

En veut-on la preuve ? Sur chaque dollar perçu par le gouvernement, nous constatons que 29.9¢ proviennent de l'impôt personnel sur le revenu; 20.3¢ de l'impôt sur les bénéfices; 9.3¢ de la taxe d'accise; 15.6¢ de la taxe de vente; 10.1¢ de la taxe sur les alcools

et le tabac, et 14.8¢ d'autres sources.

Les impôts directs ne contribuent donc qu'à 50% des revenus du gouvernement, dont la plus grande partie provient de l'impôt personnel sur le revenu. Les 50% restants des revenus gouvernementaux proviennent de taxes diverses, qui ne sont pas, elles, progressives, mais à taux fixe. Sur chaque paquet de cigarette, 20¢ de taxes. A-t-on jamais prouvé que les "gros" fument plus que les "petits", et que, par conséquent, ils paient une plus grande part des taxes indirectes ?

Bien naïf qui le croirait. Et la taxe de vente de 6% est-elle plus pénible pour le gros que pour le petit ? Et la taxe sur l'essence ? Et les taxes scolaires et municipales sont-elles aussi progressives ? Même l'impôt sur le revenu n'est pas aussi progressif qu'on veut bien le dire. Du premier au deuxième mille dollars, le taux augmente de 21.4%, mais ne s'élève plus que de 12½% quand il passe de $15,000 à $25,000, et de 11.1% quand il passe de $25,000 à $40,000. Il serait plus juste de dire que l'impôt est progressivement décroissant.

Les gros se plaignent

Pourtant, même si la répartition actuelle de l'assiette des impôts est profondément injuste pour le petit salarié, les puissants trouvent encore le moyen de s'en plaindre.

Exemples :

Dans un mémoire qu'il présentait à la Commission royale d'enquête sur la fiscalité de la province de Québec (Commission Bélanger), le 19 février 1964, le Montreal Board of Trade demandait une réduction de l'impôt des sociétés et une hausse de l'impôt général. Personne n'a besoin qu'on lui fasse un dessin pour comprendre ce que cela veut dire.

Un autre exemple? La Chambre de commerce du Canada, demandait le 17 janvier 1964, à la Commission fédérale d'enquête sur la fiscalité que soient réduits les impôts sur les revenus des particuliers et des compagnies, et pour compenser les pertes de revenus du gouvernement, augmenter les taxes et, en premier lieu, la taxe de vente.

Et si vous examinez la plupart des mémoires présentés aux commissions d'enquête sur la fiscalité, dont on sait d'avance que le but n'est jamais d'alléger le fardeau fiscal des petits salariés, vous constaterez que la plupart des recommandations faites par les associations d'hommes d'affaires, d'industriels et de chefs d'entreprises se résument presque toujours à ceci : augmentation de la taxe de vente, extension de la taxe de vente aux services, abolition ou diminution de l'impôt sur le revenu des sociétés, réduction des dépenses gouvernementales.

Les explications du début devraient suffire à démontrer que la transformation de l'impôt sur le revenu en taxe de vente affecte toujours plus durement le petit salarié, et plus particulièrement celui dont le revenu est si faible qu'il n'est pas imposable. Et souvenons-nous que des célibataires ou des gens mariés qui gagnent respectivement $19.25 et $38.50 sont soumis à la capitation, bien que ces salaires soient nettement inférieurs au minimum vital.

Le fisc ne veut pas se faire "rouler" par les petits

On se rappelle tout ce branle-bas qu'avait employé le fisc fédéral il y a quelques années, au sujet des reçus de charité. Il semble bien que le but de cette activité était d'éliminer les gagne-petit qui avaient la manie de vouloir libérer partiellement de l'impôt un salaire déjà trop lourdement grevé par les impôts et autres formes de taxes. Autrement dit, le fisc ne veut pas se faire rouler par les gagne-petit. Mais ce même fisc prend-il les mêmes moyens pour ne pas se faire rouler par les médecins et autres notables de cette catégorie, qui empilent leurs dollars dans des coffrets de sûreté plutôt que d'être repérés par des inspecteurs de l'impôt ?

Bien au contraire, la loi des impôts donne aux médecins et à tous ceux qui n'ont pas la déduction à la source, le moyen d'échapper à tous les contrôles. Un exemple. Sont déductibles de l'impôt sur le revenu les frais médicaux excédent 3 pour 100 du salaire gagné. Ce qui veut dire, qu'un très grand nombre de contribuables ne peuvent pas produire de reçus de médecins, parce que leurs frais médicaux sont inférieurs à 3 pour 100 du salaire gagné.

Les médecins savent donc à qui ils donnent des reçus en double exemplaire pour fins d'impôts, et à qui ils n'en donnent pas. Ils savent ainsi quelle partie de leurs revenus ils doivent déclarer au fisc et quelle partie ils peuvent soustraire.

Quant aux administrateurs et aux propriétaires d'entreprises, aux avocats et plusieurs autres catégories de professionnels, d'autres moyens d'échapper en partie à l'impôt sont mis à leur disposition.

Comme l'affirmait la revue **Renseignements ouvriers** (Vol. XV, no 1, janvier 1964), ces derniers peuvent effectuer toutes sortes de dépenses et ont droit à divers avantages qui, inscrits au poste des dépenses d'affaires dans leur rapport d'impôt, constituent un accroissement assez considérable de leurs revenus qui ne sont pas soumis à l'impôt. Exemples : Usage d'une voiture appartenant à la compagnie, allocations d'automobile, dépenses d'hôtel et de restaurant, cotisations des clubs qu'ils fréquentent, dépenses de golf et de théâtre, frais de représentation, voyages à des congrès et conférences, dépenses de vacances déguisées en voyages d'affaires, etc.

39% du salaire

Il n'est pas facile de déterminer d'une manière précise la part de vos revenus qui est dépensée en impôts et en taxes de toutes sortes. Mais si l'on en croit une enquête du **Toronto Telegram**, publiée le 6 mars 1961, il y a au moins 39 pour 100 de votre salaire qui s'évapore en taxes et en impôts.

Et pour terminer ce bref aperçu sur les nombreuses injustices qui se cachent dans les systèmes d'impôt capitalistes, parlons maintenant d'une des formes d'injustice les plus flagrantes, qui caractérisent si bien les gouvernements capitalistes.

Le 23 septembre dernier, le ministre Eric Kierans rendait public un arrêté ministériel, en vertu duquel "le gouvernement du Québec exemptera de l'impôt sur les profits durant trois ans, toutes les entreprises de fabrication et de transformation qui s'établiront dans des régions défavorisées. De plus, ces entreprises jouiront d'allocations spéciales de dépréciation". Et quelles sont ces régions sous-développées ? Le gouvernement fédéral en a bien désigné quelques-unes, il y a quelques mois, lorsqu'il avait pris la même décision d'épargner certaines entreprises de l'impôt, mais le gouvernement du Québec, qui a aboli le mauvais patronage, "se réserve la liberté de compléter la liste des régions sous-développées, en y ajoutant des régions de son choix".

Il ne faudrait pas croire pourtant, que c'est la première fois que nos gouvernements se montrent aussi généreux pour la sainte entreprise privée. Depuis fort longtemps, les compagnies minières sont exemptes des impôts et des taxes municipales, pendant une période d'au moins trois ans. Cette loi a pour but, dit-on, de permettre aux compagnies minières de se refaire un peu, financièrement, après les lourds investissements du début. Mais si une compagnie réalise des profits de l'ordre de quatre millions de dollars par année avec seulement quelques centaines d'employés, il n'y a pas de loi qui les oblige à payer l'impôt. ■

C. P.

points de repère

1

La Régie des Alcools et Don Quichotte Brunelle

Qui est M. Jean Brunelle, collaborateur spécial à La Presse ? Sans doute un intellectuel de haut vol, un ami de M. Gérard Pelletier, dont il partage le paternalisme, forme discrète d'anti-syndicalisme. Car on ne s'introduit pas dans la page éditoriale d'un grand quotidien sans avoir de sérieuses références ou des intelligences dans la place !

De toute façon, M. Jean Brunelle signait dans la page éditoriale de La Presse du 5 février dernier un article intitulé "La fonction publique, l'Etat et la nation". M. Brunelle y prend la défense de rien moins que "le bien commun". Mais, comme son ancêtre Don Quichotte, il ne s'attaque pas aux véritables ennemis du "bien commun". Don Quichotte Brunelle discute du conflit de la Régie des Alcools et au lieu de s'attaquer au gouvernement dont les "patronages" (le bon comme le mauvais) sont les vrais facteurs qui "grèvent inutilement le budget de l'Etat", il s'attaque aux grévistes de la Régie qui demandent une hausse de leurs salaires dérisoires.

Selon M. Brunelle le gouvernement ne doit pas accorder de hausses de salaire à ses fonctionnaires, trop nombreux et incompétents, car cela "équivaudrait à la reconnaissance officielle de l'inefficacité".

Où était donc M. Brunelle quand les gouvernements Taschereau, Duplessis et Lesage embauchaient. après chaque élection. des centaines de fonctionnaires inutiles qui étaient le prix de leurs victoires électorales, qui étaient les rares promesses électorales qu'ils tenaient.

Personne ne se souvient d'avoir lu un article de M. Brunelle fustigeant ce honteux népotisme, ce détestable patronage qui ne manquait pas "de grever inutilement le budget de l'Etat" par l'embauche "d'employés non essentiels".

Au lieu de vouloir faire porter par l'ensemble des fonctionnaires la tare de l'électoralisme de nos gouvernements en voulant perpétuer la sous-rémunération des fonctionnaires, Don Quichotte Brunelle ferait mieux d'inviter le gouvernement à ne plus utiliser la fonction publique comme récompense pour services rendus en périodes électorales.

M. Brunelle ferait mieux également d'encourager le gouvernement à rechercher et à stimuler l'efficacité et la compétence en rémunérant généreusement les fonctionnaires qui atteignent certaines normes d'efficacité et de compétence.

Don Quichotte Brunelle, sous couvert de défendre le "bien commun", l'intérêt public, encourage au contraire les gouvernements à poursuivre leurs vieilles manoeuvres électoralistes, à maintenir leurs vieux réseaux de "patroneux" en n'appuyant pas une hausse sensible du niveau des salaires chez les fonctionnaires. Car tant que les gouvernements pourront, à des frais relativement réduits, entretenir une vaste clientèle électorale, ils ne cesseront pas d'embaucher des centaines de fonctionnaires inutiles et très souvent incompétents pour s'assurer des milliers de votes à perpétuité.

Au contraire, si l'embauchage de ces fonctionnaires était une manoeuvre très dispendieuse, l'opinion publique s'y opposerait à cause de la hausse sensible des impôts que cette pratique entraînerait.

Don Quichotte Brunelle croit renforcer sa thèse en disant qu'il ne faut pas faire payer la Régie des Alcools, sous prétexte qu'elle fait des $millions de profits, "comme on ne songerait pas à faire porter aux professeurs, par exemple, le fardeau financier de l'Education".

L'exemple de M. Brunelle porte à faux, car c'est précisément cela qu'il veut faire faire par le gouvernement. Actuellement, en effet, le gouvernement veut faire porter le fardeau financier de la fonction publique aux fonctionnaires eux-mêmes, en ne leur accordant pas des salaires convenables.

De plus, le gouvernement se doit de donner à l'entreprise privée l'exemple de la rémunération compatible avec le coût de la vie et le progrès social.

L'incompétence des fonctionnaires n'est pas une raison pour leur refuser des salaires égaux à ceux accordés dans l'industrie. Car le seul responsable de l'incompétence des fonctionnaires et de la relative inefficacité de la fonction publique, c'est le gouvernement lui-même qui ne recrute ses fonctionnaires non pas en fonction de ses besoins ou de leur compétence mais en fonction de ses promesses électorales et de son réseau de "patroneux".

M. Brunelle qui est, apparemment un anti-socialiste et un défenseur de la pseudo-supériorité de l'Entreprise Privée, déclare solennellement que "le rôle de l'Etat ne consiste pas essentiellement à fournir directement au plus grand nombre possible de citoyens un emploi stable et bien rémunéré."

C'est bien dommage pour l'argumentation de M. Brunelle, mais l'Etat, quand il n'est pas le cerbère des intérêts privés capitalistes mais l'administrateur des intérêts du peuple, a précisément comme rôle de garantir à tous les citoyens "un emploi stable et bien rémunéré". Le droit au travail n'est-il pas un droit social fondamental, une liberté démocratique élémentaire ?

Et ce rôle de l'Etat n'est pas du tout une prime à l'incompétence et au manque d'ambition. Car tous les ministères ont de plus en plus besoin de gens compétents et de spécialistes de toutes sortes. Encore faut-il pour les obtenir leur offrir des traitements comparables à ceux accordés dans l'industrie et cesser de faire de la fonction publique une rémunération électorale.

Même incompétents et temporairement trop nombreux, les fonctionnaires doivent recevoir un salaire compatible avec les obligations de la vie moderne, d'abord pour obliger dorénavant les gouvernements à n'embaucher que des gens compétents et seulement quand ils sont nécessaires pour les besoins de la fonction publique, ensuite pour obliger ces mêmes gouvernements à diminuer les budgets excessifs, tels ceux de la Défense nationale, de la participation à l'OTAN, de l'Aide aux pays sous-développés, etc., afin d'augmenter le traitement des fonctionnaires qui sont, tout de même, nos concitoyens et doivent passer avant les armements et l'aide à l'étranger.

C'est ainsi que les syndicats provinciaux de fonctionnaires forceront indirectement le gouvernement du Québec à réclamer d'Ottawa de plus grands droits fiscaux, une plus grande autonomie financière, afin de pouvoir satisfaire les besoins économiques croissants des gens du Québec.

La nécessité de hausser les salaires des fonctionnaires n'est qu'un aspect de l'interdépendance des besoins financiers du Québec et de sa lutte pour l'autonomie économique.

Mais le Québec, comme tout pays, ne pourra atteindre cette autonomie économique et satisfaire vraiment les besoins de ses citoyens qu'en instituant un régime socialiste qui élimine l'exploitation, l'insécurité et l'absence de planification du système capitaliste.

Mais on ne pouvait attendre de Don Quichotte Brunelle, anti-syndicaliste et anti-socialiste, qu'il explique cela dans la page éditoriale du plus grand quotidien capitaliste du Québec. ■

jean rochefort

2

Un poète et des hommes

Il fallait un poète pour nous rendre à ce point sensibles les dimensions réelles de Montréal, la grisaille de ses murs, l'indifférence de ses habitants, la veulerie de sa foule, la soumission d'une file de gens qui attendent l'autobus, mille petites choses qui n'ont l'air de rien parce qu'elles font partie de notre quotidien, mille petites choses qui démontrent clairement notre servitude, notre aliénation.

Il fallait un poète pour nous montrer tout le vertige qui s'empare des hommes neufs habitués à la liberté de geste, au mépris de l'heure, quand ils quittent leurs grandes forêts et qu'ils abordent la monstrueuse cité.

Il fallait un poète pour oser faire une apologie des jurons qui sont la ponctuation des débardeurs du port; pour nous secouer les tripes quand cette fille enceinte qui frappait vainement aux portes des chapelles de tous les dieux est venue se cogner, elle et son fardeau, au mur froid de notre indifférence.

Il fallait un poète, PIERRE PERRAULT est celui-là. Il nous parle **d'"Une Ville deux fois millionnaire"**, le samedi matin de 10 h. 30 à 11 h. sur les ondes de Radio-Canada. On lui doit déjà "Pour la suite du monde", ce film extraordinaire où la première fois j'ai vu des hommes qui n'étaient pas des professionnels vivre une aventure vraie sous l'oeil de la caméra qui les avait apprivoisés.

Le même phénomène se reproduit à la radio. Des hommes s'expriment avec autant de liberté que s'ils conversaient avec un ami d'enfance. Pierre Perrault les laisse parler, longtemps, de leur Gaspésie, du Lac Saint-Jean, de Rimouski, de leur jeunesse, de leur métiers dans les bois et les champs, de la misère qui les a poussés à prendre la route de Montréal, de leurs déceptions dans la ville, de leur difficulté à vivre dignement, librement.

Quand il interrompt la confession, c'est pour souligner par des commentaires qui sont d'authentiques poèmes toute l'injustice d'une situation. **"Avec son intelligence et une troisième année, il est venu à Montréal, quelles possibilités a-t-il de s'épanouir?"** La question posée reste en suspend, il ne tire aucune conclusion, il s'efface toujours derrière les faits concrets qu'exposent ses invités. Par la magie de mots admirablement choisis, il met en valeur la poésie virile de leur langage. Avec concision, il étale au grand jour les contradictions du système, le ridicule des traditions familiales ou religieuses, les causes du chômage, il démontre que les victimes sont toujours les mêmes, que là où il y a de grands intérêts financiers, l'exploitation de l'homme par l'homme est inévitable.

Jamais il n'a parlé de "révolution", mais c'est sans importance, le mot vient de lui-même dans l'esprit de chaque auditeur. Jamais il n'a demandé "l'industrialisation de la province", pourtant, au cours des deux dernières émissions il n'a parlé que de cela. Après une demi-heure d'écoute, la pourriture du monde capitaliste apparaît si évidente, qu'on sent bien qu'il ne peut pas durer éternellement, qu'il va s'écrouler, c'est sûr... surtout si on l'aide un peu.

Sur le plan artistique, cette émission est en elle-même une petite révolution en ce sens qu'elle est un premier pas vers une forme, la seule possible, d'art populaire. La parole est aux ouvriers, le poète n'est là que pour colorer leurs propos, susciter une chaude sympathie à l'égard de leurs problèmes.

Il met son talent au service de ceux qu'il a sortis de l'anonymat et qui viennent témoigner de la misère des autres, avec discrétion il s'adresse à tous, il est audible par tous, qualités qui peuvent paraître bien élémentaires à qui ignore qu'un Bruchési déconne à longueur de journée sur les ondes ou que les programmes qui, actuellement, se disent artistiques (à Radio-Canada par exemple) s'élèvent à des hauteur éthérées où ne planent que les initiés.

Pour ma part, je considère cette émission comme un tour de force, je regrette seulement qu'elle soit coincé entre des contes ineptes pour enfants retardés (ou qui le deviendront) et un choix d'opéra qui n'attirent généralement pas la foule des auditeurs. Mais peut-être est-ce là une manière pernicieuse de minimiser la portée de son message?

Quoiqu'il en soit vous vous devez d'écouter Pierre Perrault. C'est une voix amie qui sait se taire pour laisser la parole aux hommes d'"Une Ville deux fois millionnaire", et vingt fois maquerelle avec ceux qu'elle prostitue.

Le samedi matin à CBF, pendant une demi-heure, vous aurez l'illusion que la Révolution est déjà faite. Si cela vous étonne, dites-vous que les poètes ont toujours eu beaucoup d'avance sur les événements.

pierre fortin

IMPORTATIONS D'U.R.S.S.

Livres : romans, ouvrages marxistes-lénistes, périodiques.

Cadeaux : parfums, broderies faites à la main, souvenirs, montres.

Disques : folkloriques et classiques.

CROSS WORLD IMPORTS CO. INC.

6548 boul. St-Laurent
Montréal 10

Tél.: 277-3536

Sud-Vietnam : la sale guerre

par nguyen van hieu

Dès la fin de la Deuxième guerre mondiale, les peuples colonisés ont mené une lutte sans merci pour reconquérir leur indépendance nationale, et plusieurs pays ont pu échapper à la domination impérialiste. Par ailleurs, les forces de paix et du progrès social se sont développées considérablement avec l'accroissement rapide de la puissance des pays socialistes. D'un autre côté, on assiste à un désaccord de plus en plus profond entre les pays impérialistes. Plus ils se creusent la tête pour rechercher des moyens nouveaux pour retarder le conflit qui les oppose, plus s'aiguisent leurs contradictions.

Cette situation a incité les impérialistes à pactiser rapidement avec les éléments réactionnaires et les traîtres dans les différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine afin de perpétuer, sous les dehors et par des moyens nouveaux, leur domination coloniale.

Le néo-colonialisme U.S.

Comment le néo-colonialisme américain s'est-il établi au Sud-Vietman ?

L'ancien régime colonial français a fait entièrement fiasco en 1954 avec la signature des Accords de Genève sur le Vietman qui, outre la reconnaissance solennelle de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriales de notre pays, ont stipulé que des élections générales libres devraient être tenues le 20 juillet 1956 pour permettre la réunification pacifique de notre territoire. Mais les impérialistes américains se

sont empressés de se défaire de leurs concurrents français et de mettre sur pied au Sud-Vietman un appareil gouvernemental à leur dévotion.

Des moyens économiques et militaires ont été également mis en oeuvre par les impérialistes américains, parallèlement à la démagogie politique.

Quatre-vingts pour cent de l'aide des Etats-Unis sont de nature militaire. De 1954 à 1963, près de quatre milliards de dollars ont été fournis à Saigon, et les dépenses actuelles s'élèvent à près de deux millions de dollars par jour. Ces énormes crédits sont en majeure partie consacrés à la guerre : l'entretien de 600,000 mercenaires et des nervis de toutes sortes, la construction de 111 aérodromes et de 11 ports militaires.

En résumé, la particularité essentielle du néo-colonialisme est la collusion de la puissance impérialiste avec les réactionnaires autochtones, la perpétuation du joug colonial et des intérêts impérialistes par une "aide" économique et militaire et la construction des bases, la mise en oeuvre des alliances militaires, etc.

La "guerre spéciale" U.S.

C'est l'impérialisme américain qui a poussé le plus loin la pratique du néo-colonialisme. Pour mater le mouvement de libération, dans des conditions déterminées, il a recours à la "guerre spéciale", actuellement menée sur notre sol à titre d'expérience, afin d'en tirer les leçons aux fins de répression des luttes de libération des autres peuples.

La "guerre spéciale" se définit comme une nouvelle forme de guerre d'agression, adaptée au néo-colonialisme. Si dans le domaine économique, l'exploitation néo-colonialiste des peuples se fait par l'entremise d'une autorité fantoche, la guerre d'agression "spéciale" est menée essentiellement avec les troupes fantoches, les impérialistes se contentant de fournir à celles-ci les armes et les crédits, d'en assurer le commandement effectif et d'engager leurs propres troupes seulement dans certaines limites.

Pourquoi les impérialistes américains ont-ils entrepris la "guerre spéciale" au Sud-Vietman ?

Le nouveau régime colonial s'était vu démasquer très tôt dans notre pays, le bluff de "l'indépendance" et de la "démocratie" n'avait pu tromper ni les couches laborieuses les plus lourdement exploitées, ni l'intelligentsia, ni même les milieux commerçants et industriels. De 1955 à 1959, le Sud-Vietman était devenu un enfer. La moindre revendication des droits les plus élémentaires de la vie pratique et des libertés démocratiques était noyée dans le sang. Des intellectuels, des hommes de science avaient subi d'atroces supplices ou avaient été sommairement exécutés, rien que pour avoir pris parti pour la paix, l'indépendance et la réunification du pays. Aussi le Sud-Vietman s'est-il dressé avec détermination pour entreprendre une lutte acharnée contre ses nouveaux oppresseurs.

Le mouvement révolutionnaire se déchaînant, les impérialistes américains érigèrent leur politique de la force brutale en "guerre spéciale" pour sauver le régime néo-colonialiste créé par leurs soins.

Le commandement opérationnel américain, camouflé sous le nom de M.A.C. (Military Assistance Command) fut installé à Saigon en février 1962. Composé de dizaines de généraux, il prend directement en main la direction des opérations grâce à un réseau de "conseillers militaires" dont l'effectif s'élève à plus de 30, 000.

En réalité, officiers et troupions de l'armée américaine prennent effectivement part au massacre de nos compatriotes.

En outre, des dizaines de milliers de tonnes d'armements, des centaines d'avions, de tanks, de navires sont introduits illégalement au Sud-Vetman. L'aviation U.S. y compte plus de 700 appareils, soit 5 divisions, autant qu'en disposaient naguère les forces aériennes du Corps expéditionnaire français pour toute l'Indochine.

Le Plan Staley-Taylor a jeté la majeure partie de la population du Sud-Vietman — qui s'élève à 14 millions d'âmes — dans 17,000 prisons gigantesques baptisées "hameaux stratégiques". De cette façon, les forces de la guérilla seraient totalement coupées des masses et se laisseraient anéantir aisément.

En même temps, une vaste offensive a été lancée contre les forces armées populaires avec des tactiques et des techniques nouvellement mises au point.

L'objet principal de la fatuité des stratèges américains, c'est la tactique de l'attaque-éclair par des troupes héliportées. Selon Reuter du 7 juillet 1964, les hélicoptères ont opéré, rien qu'en 1963, trente mille sorties pour le transport d'un demi-million d'hommes.

Les impérialistes américains se vantent souvent aussi de leurs techniques anti-guérilla

nouvelles, depuis les mitraillettes extra-rapides, jusqu'au napalm, sans oublier les substances chimiques toxiques et les obus au phosphore. Reprenant la tradition des crimes hitlériens, ils utilisent les découvertes scientifiques pour les besoins d'une guerre dont la barbarie est depuis longtemps condamnée par le droit international.

Le 18 avril 1963, The National Guardian *a publié cette information :*

"L'opération "Ranch Hand" visait à porter un coup à l'estomac des guérillos par la destruction des rizières."

D'août 1961 à mai 1964, les avions U.S. ont procédé à 200 opérations d'épandage des produits chimiques toxiques, causant 20,000 victimes dont de nombreux morts parmi la population civile, tuant des milliers d'animaux domestiques et détruisant plus de 300,000 hectares de rizières et d'autres cultures.

Forts de leur supériorité en crédits, en armes et en matériel de guerre, les impérialistes américains pensaient pouvoir par une prompte action mettre rapidement le peuple du Sud-Vietman à genoux. Mais la situation depuis trois ans prouve que si la "guerre spéciale" constitue le dévelopement inéluctable du néo-colonialisme de l'impérialisme yankee au Sud-Vietman, il en est également le stade suprême et final.

Une résistance de tout le peuple, totale et de longue durée

Hypnotisés par la puissance du dollar, des avions, des substances chimiques toxiques, les impérialistes américains au Sud-Vietman n'ont pas vu le facteur le plus fondamental, le facteur décisif : l'homme.

L'homme au *Sud-Vietman fait partie du peuple vietnamien. Le Vietman depuis des siècles est un, à tous points de vue : historique, économique, culturel. Son peuple est héritier de grandes qualités traditionnelles de lutte indomptable contre l'agression étrangère. Il s'est débarrassé du joug japonais et français, a déclenché avec succès la Révolution d'Août 1945 et entrepris victorieusement une guerre de résistance de neuf années contre les colonialistes français soutenus par les impérialistes américains. Il a ajouté à son Histoire cette page de gloire que fut Dien Bien Phu, qui amena en 1954 la signature des Accords de Genève.*

Dans les premières années qui suivirent la signature des Accords de Genève, le peuple du Sud-Vietman, s'armant de patience, a eu uniquement recours à la lutte non-violente pour la revendication de l'amélioration des conditions de vie, de la paix, de l'indépendance, de la démocratie... L'ennemi y répondit par les armes. Nos compatriotes ont ainsi traversé une des plus sombres périodes de leur histoire devant le déchaînement de la terreur par les impérialistes et leurs valets. A partir de 1959, contraints de prendre les armes pour se défendre, ils ont juré de ne plus jamais les lâcher, tant que les impérialistes n'auront pas renoncé à leur politique d'agression.

Le combat *unanime et résolu de notre peuple amena la fondation, le 20 décembre 1960, du* Front National de Libération du Sud-Vietman. *Cette formation politique groupe sous sa bannière tous les patriotes venant de toutes les couches sociales, de différents partis politiques, de différentes religions et nationalités. Son objectif est de barrer la route à l'agression américaine, de renverser la clique des valets de l'Amérique pour réaliser l'indépendance et la démocratie, relever le niveau de vie, faire triompher la paix et la neutralité et marcher vers la réunification du pays. Seul représentant authentique des aspirations les plus vitales du peuple du Sud-Vietman, le F. N.L. dirige celui-ci dans la lutte pour mettre en échec les plans américains si perfides soient-ils; il est en train de le conduire à la victoire, de triompher de la "guerre spéciale" américaine.*

Contre la *"guerre spéciale" américaine, le peuple du Sud-Vietman a entrepris* une puissante guérilla généralisée, une résistance de tout le peuple, à la fois totale et de longue durée, *pour venir à bout d'un ennemi disposant d'une supériorité absolue en forces matérielles et en armements modernes.*

Le domaine politique constitue notre supériorité fondamentale et la faiblesse congénitale de nos ennemis. Du début de 1961 à fin avril 1964, on a enregistré plus de 90 millions de participants aux manifestations multiformes. Tantôt pacifiques, tantôt acharnées, ces luttes politiques embrassent la campagne et la ville, allient aux formes légales les formes semi-légales et franchement illégales. Les participants déploient leur force révolutionnaire pour revendiquer leurs droits quotidiens à la vie et à la démocratie, pour protester contre la terreur, contre la politique d'agression de l'impérialisme américain et réclamer l'indépen-

dance, la paix, la neutralité. C'est au cours de ces luttes que s'est formée une force politique considérable, composée de toutes les couches sociales, sans distinction de tendances et d'âge... dotée d'une haute conscience politique et vigoureusement organisée. Cette force politique se compose en majeure partie de paysans. Aussi la lutte pour la libération nationale au Sud-Vietman est-elle intimement liée à la libération de la paysannerie. A l'heure actuelle, plus des deux tiers du territoire du Sud-Vietman ont été libérés, avec plus de 7 millions de personnes. Sous la direction du F.N.L. du Sud-Vietman, plus d'un million et demi d'hectares, soit plus de la moitié des terres labourées, sont aux mains des paysans.

Du début de 1961 à juin 1964 seulement, les troupes de libération et la population du Sud-Vietman ont pris part à 64,000 combats d'importance variée, mis hors de combat plus de 300,000 ennemis, dont plus de 2,000 Américains, pris comme butin des dizaines de milliers d'armes de tous genres. Des armes primitives comme l'arc, l'arbalète, les fosses à pointes, les trappes... sont utilisées à une grande échelle. L'Armée de libération dispose aussi d'armes modernes qui font partie du butin pris aux troupes américaines et fantoches. Dans la "guerre spéciale", les forces principales de l'ennemi sont les troupes de l'administration fantoche. Une telle armée ne peut avoir qu'un moral chancelant. Selon les statistiques encore incomplètes, du début de 1961 à juin 1964 on enregistre 65,000 déserteurs dont un grand nombre se sont par la suite engagés dans l'Armée de Libération.

La politique de parquage des populations dans les "hameaux stratégiques" s'avère des plus féroces. Elle heurte de front les intérêts et la vie de toute la population du Sud-Vietman composée en majorité de paysans et, de ce fait, doit succomber sous les coups conjugués de la population entière. Lorsque les Américains et leurs agents viennent incendier les habitations, détruire les cultures et les récoltes et obliger les paysans à quitter leurs terres pour se laisser parquer dans les camps de concentration, ce sont ces mêmes paysans qui deviennent des "guérilleros". Contrairement aux prévisions selon lesquelles "les guérilleros sont détachés du peuple", ce sont justement les habitants des "hameaux stratégiques" qui jettent bas les prisons impérialistes, non seulement une fois mais des dizaines de fois non pas dans un endroit mais dans des milliers d'endroits.

C'est là un mouvement de lutte paysanne pour la propre libération de la paysannerie. Ce mouvement se développe suivant des lois dont nos paysans se sont rendus maîtres et qu'ils utilisent à leur profit. Au cours de cette lutte, s'est formée une force politique considérable, vigoureusement organisée, ainsi qu'une force armée riche d'expériences.

Actuellement, plus de 80% des 8,000 "hameaux stratégiques" que l'ennemi avait pu mettre sur pied en trois ans, ont été détruits. La nouvelle particularité du mouvement de destruction des "hameaux stratégiques", c'est non plus l'attaque isolée mais la destruction simultanée de tout un réseau de ces hameaux; c'est aussi la transformation des hameaux pris à l'ennemi en "villages de combat" du peuple. Les "villages de combat", véritables bastions à la campagne, cernent les postes ennemis de tous côtés : c'est l'application d'une stratégie populaire qui transforme les assiégeants en assiégés.

L'échec du plan de parquage des populations dans les "hameaux stratégiques" est d'autant plus cuisant que nos ennemis le considèrent comme l'épine dorsale de la répression du mouvement révolutionnaire au Sud-Vietman.

La tactique de l'héliportage, vantée à cor et à cri comme irrésistible, a fait faillite. Actuellement, les hélicoptères se heurtent partout aux rizières hérissées de pointes qui les attendent tranquillement, et aux guérillos prêts à leur tirer dessus comme sur des oiseaux. 80% des hélicoptères U.S. introduit dans notre pays jusqu'à cette date ont été abattus ou endommagés.

Perdant l'initiative et désemparés, les impérialistes se sont rendus coupables d'un crime odieux : l'épandage des produits chimiques toxiques. Naturellement, ces poisons ont causé de grands dommages à nos compatriotes, mais, au lieu d'avoir raison de nous, les impérialistes américains et leurs valets n'ont fait que marcher vers de plus grandes défaites.

La plupart des familles des soldats et des fonctionnaires de l'ennemi habitent la campagne et sont également victimes des substances chimiques toxiques; l'opposition à ce moyen barbare de guerre gagne ainsi leurs rangs.

L'emploi des produits chimiques toxiques, poussé à un certain degré, tarira le ravitaillement en vivres et vont à l'encontre des calculs américains qui comptaient précisément sur les ressources humaines et matérielles du pays pour alimenter la guerre.

La victoire certaine

Il n'est d'ailleurs pas d'armes et de techniques qui puissent sauver les impérialistes américains de la défaite pour les raisons suivantes :

1. L'armée des fantoches sur laquelle ils sont obligés de s'appuyer pour poursuivre leur "guerre spéciale" est un instrument de plus en plus faible. C'est justement parce que son moral est débile que ses maîtres mettent tous leurs espoirs dans les armes et les techniques. Un envoi plus massif de troupes américaines au Sud-Vietman ne pourra pas non plus retourner la situation puisque les facteurs fondamentaux de la guerre n'auront pas changé pour autant.

2. Les forces du peuple sud-vietnamien ne cessent de se développer non seulement parce que son patriotisme et son indomptabilité sont à toute épreuve, mais aussi parce que notre peuple a assimilé la science de la guerre révolutionnaire, *grâce à la pratique de sa propre lutte et aux riches expériences du mouvement mondial de libération nationale.*

3. La situation évolue à l'échelle mondiale en faveur du mouvement de libération nationale, de la paix et du progrès social. Pour l'humanité progressiste tout entière, le mouvement patriotique sud-vietnamien fait partie intégrante du mouvement universel de libération des peuples et de la lutte pour la paix mondiale. Aussi notre juste combat bénéficie-t-il d'une approbation et d'un soutien des plus larges dans le monde entier.

Le succès de notre lutte démontre qu'à l'époque actuelle, un peuple, si petit et si faible soit-il, qui se lève uni comme un seul homme, prêt à tous les sacrifices, et qui sait se doter d'une ligne politique correcte, ne peut-être battu par aucun impérialisme, l'impérialisme américain inclus. ■

(1) Nguyen Van Hieu est membre du Comité Central du Front National de Libération du Sud Vietnam. Ancien professeur de Lettres, il est ambassadeur itinérant du F.L.N. sud-vietnamien. Ce texte, d'abord publié par la revue française *Révolution*, no 13, janvier 1965, est composé d'extraits du rapport du Professeur Van Hieu au symposium scientifique de Pékin sur "La «guerre spéciale», développement et stade suprême du néo-colonialisme au Sud-Vietnam."

ABONNEZ-VOUS À

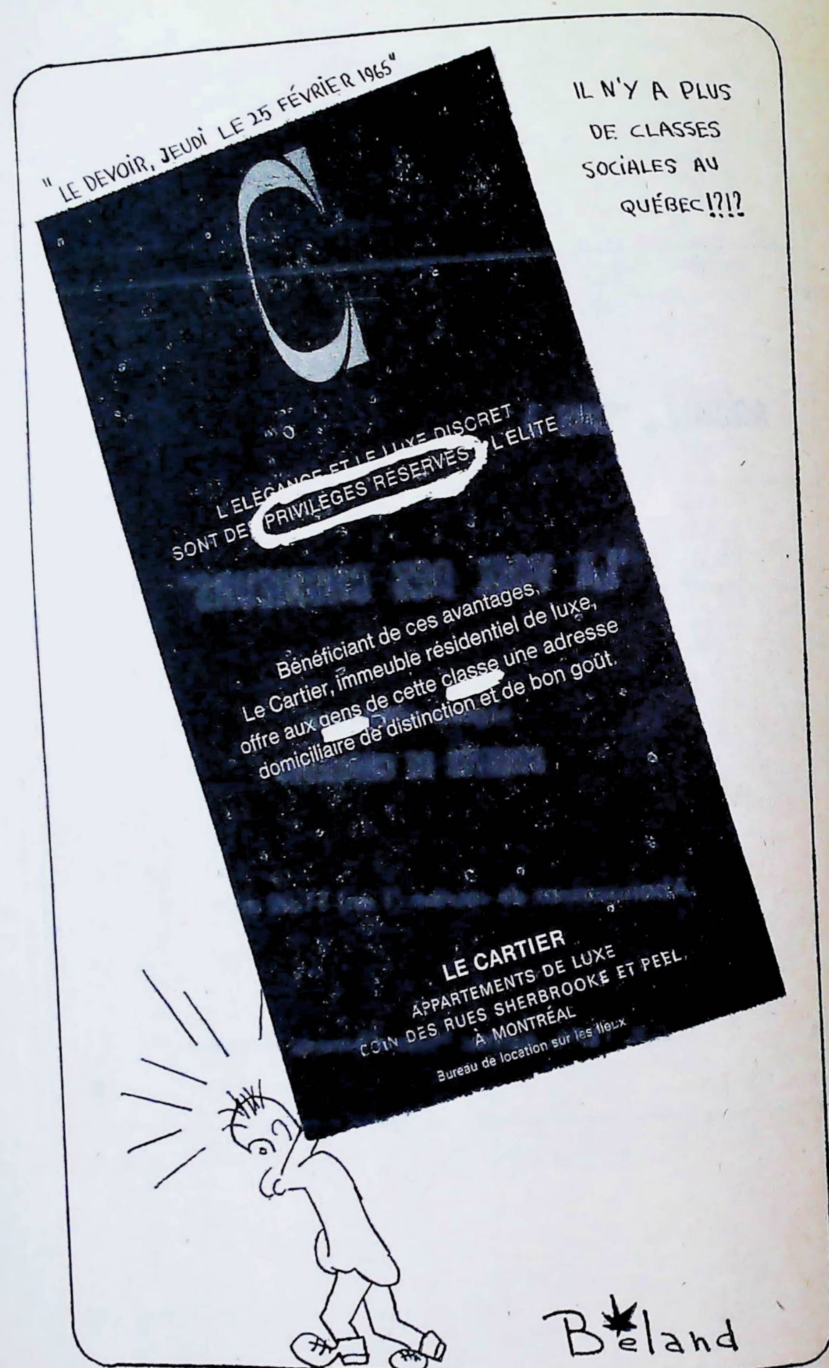
"LA VOIX DES CHOMEURS"

organe officiel des

COMITÉS DE CHÔMEURS

Abonnement de soutien (1 an) $1.00 minimum

C.P. 1274, Station Place d'Armes, Montréal



Algérie : révolution tronquée [1]

par pierre fortin

La Russie, la Chine, le Vietnam, la Corée, Cuba, doivent à une longue lutte armée le succès de leur Révolution. Mais, si dans ces pays une véritable Révolution Sociale a été possible, c'est que la lutte armée a toujours été accompagnée d'un immense effort tendant à politiser les ouvriers, les paysans, toute une population qui à l'indépendance s'est naturellement engagée dans la voie du Socialisme. Leur Révolution est maintenant permanente et constructive.

En Algérie, le problème est tout différent. Seule la première étape, la destruction du colonialisme et la libération du territoire, est accomplie. Il reste à donner un sens positif à l'indépendance, ce qui ne sera réalisable que lorsque la bourgeoisie qui s'est emparée de l'appareil d'Etat aura laissé la gestion de l'économie à la masse.

A un moment où le Québec est à la veille de commencer sa propre libération, il est intéressant de connaître les erreurs des révolutionnaires algériens, même si, comme le notent certains réformistes-pacifistes, la situation au Québec n'est pas comparable à celle des pays sous-développés et colonisés avant leur indépendance. Si le Québec devient libre un jour,

(1) Les chiffres cités dans cet article ainsi que certaines informations concernant la vie politique et sociale en Algérie actuellement sont extraits du livre de Gérard CHALIAND "L'ALGERIE EST-ELLE SOCIALISTE?" édité chez François Maspéro dans les cahiers libres no 56.

c'est parce qu'il aura suivi à quelque chose près le même chemin que Cuba ou la Chine. Que le prolétaire roule en vieille Ford et regarde la télévision ne modifie rien. Cela signifie seulement que l'esclavagisme s'est affublé du masque hypocrite du capitalisme libéral et que l'éveil de la masse risque d'être plus long mais les moyens pour le détruire restent les mêmes.

Quant aux révolutionnaires qui sont partisans, pour assurer la victoire du peuple, de s'allier à la petite bourgeoisie et même à la grande, qu'ils méditent donc les résultats désastreux que de telles alliances ont donné en Algérie. Les phrases en caractères gras de l'article sont tout particulièrement livrés à leur réflexion. S'ils sentent venir des irritations, qu'ils se grattent.

L'Algérie d'aujourd'hui

Au printemps prochain, le jeune Etat algérien aura trois ans. Sur une population de onze millions d'habitants, 1/3 est urbaine et le reste est paysanne.

L'appareil d'Etat qui compte 100,000 personnes environ ne peut guère se targuer d'être révolutionnaire. Ses fonctionnaires, influencés par la bourgeoisie française, n'imaginent pas encore que l'Algérie puisse se passer de la France. La corruption et l'incompétence favorisent le Capitalisme d'Etat. Les nationalisations de vastes secteurs n'ont été réalisées que pour servir leurs propres intérêts. Le prestige du Chef de l'Etat, Ben Bella, commence à décroître parce que cette classe qui s'est installée au pouvoir trahit les options socialistes qu'il a prises et rend leur application impossible.

Sur le plan militaire, l'A.N.P., commandée par le colonel Boumedienne, représentant la seule force armée organisée du pays, intervient de plus en plus dans les affaires politiques. Les officiers, formés dans les bataillons français, ne sont pas populaires. Il s'agit d'une armée de métier, bien payée, qui n'a plus rien à voir avec l'ex-Armée de Libération Nationale.

Dans le domaine économique, des organismes ont été mis en place avec plus ou moins de bonheur. Ces organismes ont été trop souvent confiés à des technocrates bourgeois, férus de bureaucratisme, oeuvrant à l'encontre des intérêts de la masse.

Pour ne citer que l'exemple de l'O.N.A.T. (Office du Tourisme Algérien) qui était chargé de mettre sur pied un tourisme populaire, elle s'est surtout occupée de restaurer les cabarets de luxe et d'organiser de dispendieuses parties de chasse à l'intention des touristes européens.

Le commerce est encore entre les mains des grossistes et exportateurs qui se servent de leurs réseaux traditionnels pour ramasser des bénéfices privés.

Aucun programme sérieux d'alphabétisation, de restauration des sols, d'industrialisation n'a été adapté aux conditions spécifiques ; la pétrochimie, grand espoir de l'industrie algérienne n'a pas connu l'éveil attendu.

La fiscalité est restée ce qu'elle était du temps de la colonisation, une fiscalité de classes. Aucun plan concernant la reconstruction des villages détruits pendant la guerre, n'a été établi ; de ce fait, l'exode rural s'intensifie.

L'enseignement technique est délaissé et l'enseignement supérieur très faible. L'émancipation des femmes reste liée aux possibilités d'emploi et à l'assouplissement des lois religieuses et ne commencera que lorsque les structures sociales seront radicalement changées.

La réforme agraire et industrielle

En octobre 1963 se tenait le congrès de l'autogestion agricole. L'autogestion signifie que les exploitations agricoles appartenant à l'Etat, sont confiées aux travailleurs chargés de leur gestion. Une Assemblée Générale de travailleurs, comprenant tous les membres d'une même entreprise, décide par

vote des questions essentielles, elle élit un Conseil des travailleurs chargé d'élaborer un plan économique adapté au plan de développement national. Un Comité de Gestion est responsable du règlement intérieur et de l'exécution du plan. Enfin, un directeur, nommé par l'Etat, supervise le tout. Ce système ne pouvait donner, en Algérie, les mêmes résultats qu'en Yougoslavie où il est né depuis 1950, parce qu'en Yougoslavie, l'autogestion a démarré dans une économie déjà planifiée.

Aussi, les Comités de Gestion en Algérie se sont trop attribués des privilèges, ils se versent des salaires élevés, ils agissent en despotes, notamment en ce qui concerne l'embauche et font du favoritisme, bref, ils se conduisent en petits patrons.

De toute façon, même si l'autogestion étaient sainement pratiquée, seulement 1 million sur 7 millions de paysans représente actuellement la totalité du secteur autogéré.

La réforme agraire qui vise à remettre les moyens de protection agricole entre les mains de ceux qui travaillent la terre, que ce soit dans le cadre de l'autogestion ou de la coopérative, nécessite obligatoirement la collectivisation des moyens de production et d'échange.

La réforme agraire est également liée à la réforme industrielle dans la mesure où il n'est pratiquement pas possible de reclasser les 400,000 travailleurs saisonniers et le million de chômeurs paysans dans le secteur agricole productif et qu'on devra avoir recours à l'industrialisation qui seule peut régler ce problème.

Dans l'industrie, l'autogestion ne répond pas plus aux aspirations des ouvriers. Le secteur autogéré dépend aussi de la nationalisation de l'économie (banques, mines, etc.), mais le gouvernement hésite et atermoie, de telles nationalisations n'étant pas faites pour encourager la participation du capital étranger sur lequel il compte pour renforcer le secteur industriel privé.

Le retard technologique et culturel des travailleurs, freine également la réforme qui, pour toutes ces raisons se transforment dans certains grands centres en véritable pagaïe.

Enfin, si l'autogestion agricole et industrielle nécessaire, malgré ses lacunes propres à son application en Algérie, ne prend pas une ampleur plus déterminante, c'est tout simplement que le but d'une large fraction de l'appareil d'Etat est de liquider l'autogestion, afin de contrôler et de gérer elle-même les richesses du pays. **Cet appareil d'Etat aux aspirations bourgeoises est une entrave à une sérieuse refonte du système économique et social de l'Algérie.**

Aspects politiques

Le F.L.N., qui est l'unique parti politique algérien, est, selon Mostafa Lachefar, "un parti de faux cadres et de vrais notables". On peut constater l'absence de parti révolutionnaire capable de mobiliser les masses, d'organiser la paysannerie, et il n'y a pas, pour l'instant, l'espoir d'un changement profond dans la situation politique algérienne.

Le F.L.N., environ 100,000 membres, a une mentalité bourgeoise et ne reçoit pas la confiance de la population, parce qu'il ne la représente pas.

Les moyens de communication de masses, la radio, la presse, sont mal utilisés. Etant donné que seulement 13% des Algériens peuvent lire le journal, c'est la radio qui sert le plus à informer, surtout dans les campagnes, or, les programmes sont très souvent sans intérêt, exempts de politisation constructive et d'éducation générale.

Il n'y a pas, en Algérie, d'opposition révolutionnaire digne de ce nom. Boudiaf, avec le Parti de la Révolution Socialiste, et Ait Ahmed, avec le Front des Forces Socialistes, ne mobilisent qu'une infime partie de la population, et les groupes qu'ils ont formé ne peuvent pas être considérés comme une avant-garde.

Bientôt, les accords d'Evian arriveront à leur terme. De Gaulle peut s'estimer heureux à juste titre de ces trois premières années. L'Algérie a contribué à fournir un exemple de la politique de coopération qu'il préconise. Certes, il est évident que l'Etat algérien va radicaliser, dans les années à venir, la récupération des richesses nationales, mais il est évident aussi que **ce sera au profit de la bourgeoisie administrative.** De plus, on ne voit pas très bien comment le régime actuel pourra résoudre certains problèmes, à savoir :

— un travailleur sur deux est chômeur en ville ;

— un travailleur du secteur autogéré agricole gagne $43 par mois, $46 pour un ouvrier du secteur industriel, $40 PAR AN pour la majorité des paysans, $145 par mois pour un agent de police.

Tant que l'administration demeurera bourgeoise et ne sera pas contrôlée par un parti révolutionnaire, l'Algérie sera assise entre deux chaises et ne tirera pas profit de sa victoire sur l'impérialisme français qui lui a coûté sept années de lutte sanglante.

POURQUOI ?

En effet, pourquoi le jeune Etat algérien sans avoir eu a

subir de contre-révolution véritable se heurte-t-il à tant d'obstacles et pourquoi au lieu de lutter se laisse-t-il entraîner par ce courant qui le conduit au capitalisme d'Etat ? Puisque **la responsabilité de cette situation incombe à la bourgeoisie,** comment la bourgeoisie a-t-elle pu s'emparer de l'appareil d'Etat ?

Pour avoir une réponse correcte, il faut remonter très loin dans l'histoire et retourner aux souces du nationalisme algérien. Ce fut, d'abord, en 1920, l'Etoile Nord-Africaine qui vit le jour à Paris. Mouvement anticolonialiste, il réclame timidement l'indépendance dix années plus tard. En 1937, la création du P.P.A., premier mouvement clandestin indique que le semi-réformisme de l'E.N.A. est dépassé. Pourtant, tout n'est pas parfait au P.P.A. empirique, sans doctrine, il a toutefois le mérite de combattre ouvertement le colonialisme français, et ses membres sont d'origine prolétarienne. Le futur F.L.N. s'inspirera de son style d'action.

En 1946, le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des Libertés Démocratiques) naît à la faveur du développement du nationalisme urbain. **Avec ses cadres petits-bourgeois, ce mouvement réformiste** déçoit ses électeurs. Dans ce mouvement, une organisation spéciale (l'O. S.) est chargée de l'organisation de l'action directe et de la clandestinité. L'O.S. sera dissoute par le M.T.L.D. qui s'engage résolument dans la voie stérile du réformisme. A son congrès, en 1953, le M.T.D.L. a, à sa tête, Messali Hadj qui illustre bien la faiblesse idéologique du mouvement. La crise est inévitable.

La C.R.U.A., Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, est issu de cette crise. Il est formé des anciens de l'O.S. et du P.P.A. Ce sont des militants de base, des clandestins, des illégaux, qui veulent la lutte armée. Le F.L.N. est l'aboutissement du C.R.U.A. et au départ, donc, est constitué de militants.

Il est à remarquer que les trois mouvements nationalistes possèdent en commun un manque total de pensée doctrinale.

L'insurrection de 1954 concrétisait la fin du réformisme et le début de la lutte armée. **Mais, dès 1956, l'incorporation au F.L.N. des cadres du M.T. L.D. et de l'U.D.E.M.A. et de son chef Ferhat Abbas (parti réformiste intellectuel) modifie la nature du F.L.N. vraiment révolutionnaire et le gangrène.** Iront grossir le maquis toute une bande d'aventuriers, d'hommes de mains dont certains sont encore dans l'appareil d'Etat.

Le F.L.N., sous l'influence du M.T.L.D. et de sa tendance au parlementarisme **s'est dénaturé en partie** et beaucoup de ses militants écoeurés sont arrivés à ne plus vouloir la lutte armée que pour elle-même et à la considérer comme la Révolution toute entière.

La guerre

1956-1962. Du Caire, neuf membres du C.R.U.A. (dont **Ben Bella) ont préparé l'insurrection, organisé le maquis et divisé les zones d'action en six "willayas".** En 1956, aux assises de la Soumman, deux principes majeurs sont énoncés :

— 1. Primauté du politique sur le militaire ;

— 2. Primauté de l'intérieur sur l'extérieur.

Deux organes directeurs sont créés : le C.N.R.A. chargé de définir la politique du Front et le C.C.E. (coordination et exécution). Mais en 1957, lorsque le Front est envahi par les éléments bourgeois et petits-bourgeois qui assument des postes importants, le point numéro deux est condamné et l'extérieur devient plus important que l'intérieur.

Le résultat de cette condamnation ne se fait pas attendre. Au Caire, le Front se bureaucratise, dans le maquis les "willawas" sont de plus en plus livrées à elles-mêmes et isolées. L'aggravation du décalage entre l'intérieur et l'extérieur va en s'accentuant. Plus tard, le C.C.E. devient le G.P. R.A. (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne), Ben Khedda succède à Ferhat Abbas, à sa présidence. Le G.P.R.A. s'installe à Tunis, il cherche maintenant ouvertement la **négociation avec la** France.

Les combattants commencent à se méfier de ce gouvernement exilé, et c'est dans ce climat de méfiance qu'intervient le cessez-le-feu. La lutte pour l'obtention du pouvoir commence. **Si aucune élite révolutionnaire n'a germé pendant ces sept années** de guerre par contre de nombreux courants politiques ont divisé le Front et quand l'Exécutif Provisoire s'installe à Alger pour préparer les structures du futur Etat algérien, **c'est à qui réussira à placer ses partisans ou amis aux postes importants.**

A cette époque, l'O.A.S. par ses nombreux crimes et atrocités provoque dans les villes la création d'organisations de militants qui auraient pu jouer un rôle primordial si elles n'avaient été dissoutes après l'indépendance. Ces organisations étaient bien structurées et capables de mobiliser les masses.

En résumé, au départ des Français, le Front s'engageait dans **une course au pouvoir qui reléguait au second plan la question du contenu social de la Révolution.** La crise était ouverte et l'est encore.

Les premiers mois de l'indépendance

Durant la période de l'Exécutif Provisoire, la distribution des biens des colons est absolument inique. **La classe bourgeoise des villes** qui possède un peu d'argent **va spéculer, s'enrichir,** s'emparer des immeubles, des appartements, des voitures etc. Cette classe, modeste au départ, mise en appétit par l'acquisition facile de biens nombreux devient une classe riche et **s'immisce dans l'appareil d'Etat.** L'Exécutif Provisoire protège et participe à cette opération. La date limite de réquisition est même reculée.

Les nouveaux riches pullulent, les opportunistes se glissent dans le Gouvernement, l'enthousiasme de la population tombe rapidement, le chômage se développe et l'exil des sans-travail vers la France augmente. Alors que la bourgeoisie s'empare des luxueuses villas d'Alger et d'Oran, les familles pauvres sont toujours sans logis. Les mesures sociales sont freinées, la fiscalité inexistante **parce que l'Etat est l'expression de la bourgeoisie urbaine.**

A l'étage au-dessus la lutte pour le pouvoir reste confuse, dominée par les conflits personnels. Quand l'Exécutif Provisoire remettra ses pouvoirs au Gouvernement enfin constitué, s'est après avoir passé par une série de compromis, de transactions et un début de guerre civile. A cette date, le peuple déçu, se désintéresse complètement de la vie politique.

Conclusions

Cest parce que la bourgeoisie s'est emparé du mouvement de libération nationale que la course aux privilèges a pu avoir lieu.

C'est parce que le F.L.N. a négligé le travail idéologique et que lui-même n'était pas très bien politisé que la bourgeoisie a pu venir le pourrir. **Cette bourgeoisie, une fois à la tête du Front a eu pour objectif premier de détruire les forces capables de mobiliser la masse afin de priver celle-ci du pouvoir et d'en rester seule maîtresse.**

Le F.L.N. ne s'est pas suffisamment soucié de combattre l'inculture politique et un **pseudo intellectualisme bourgeois** qui l'a entraîné à une nouvelle forme de féodalisme. Il n'a pas chercher à combler le fossé qui se creusait entre lui et la masse durant la guerre. **Il a favorisé ainsi la naissance d'une classe bureaucratique dont les aspirations sont très différentes de celles du peuple.**

Il a un peu confondu patriotisme et esprit révolutionnaire avec gesticulation frénétique. L'absence de radicalisme en ce qui concerne les nationalisations à effectuer après le départ des colons, l'absence d'éducation démocratique sont directement responsables de la sujétion partielle actuelle de l'Algérie au capitalisme européen.

Les comités de chômeurs

par marcel joyal

Au début de février, **La voix des chômeurs** faisait connaître publiquement l'existence des Comités de chômeurs, nouveau groupe de pression destiné à l'éducation politique des ouvriers québécois. Ce mouvement existe depuis à peine quelques semaines et déjà il a organisé quatre assemblées publiques, quelques manifestations, il a distribué à la porte des bureaux d'assurance-chômage 20,000 copies de **La voix des chômeurs** (dont le troisième numéro paraîtra sous peu) et au moins 25,000 tracts.

Les Comités de chômeurs préparent actuellement un mémoire destiné tout autant à la population du Québec qu'au gouvernement. Dans ce mémoire, on traitera non seulement de la situation insoutenable créée par le chômage mais également de la responsabilité de l'Etat et des syndicats dans la vie économique. Ce mémoire, qui sera publié et distribué aux travailleurs, sera en quelque sorte une véritable initiation à la vie sociale, économique et politique, et pourra servir de base aux **revendications** immédiates et à long terme du peuple québécois.

Tout en préparant ce mémoire, qui nécessite beaucoup de recherches, les Comités de chômeurs, qui à l'origine n'étaient formés que d'un noyau de militants, ont commencé à mettre sur pied quatre ou cinq sections nouvelles à Montréal et se préparent à effectuer une tournée de la Gaspésie (et peut-être aussi de l'Abitibi) l'été prochain.

De plus, aux militants qui le désirent, les Comités de chômeurs offrent des cours d'économie. L'automne prochain il est question de mettre sur pied quelque chose de plus vaste dans ce domaine.

Les fondateurs des Comités de chômeurs sont très heureux des résultats obtenus jusqu'à maintenant et ont pu maintes fois constaté que leur travail rencontrait les aspirations des travailleurs québécois. Selon certains d'entre eux, la plus belle expérience qu'ils aient faites jusqu'à maintenant est la distribution de leur journal **La voix des chômeurs** à la porte des bureaux d'assurance-chômage. C'est là surtout que s'est amorcé un véritable dialogue entre les militants et les travailleurs, c'est là également, ainsi que parmi les ouvriers-manoeuvres (dont la moitié sont chômeurs une bonne partie de l'année), que se recrutent les meilleurs éléments du groupe.

A quoi ça sert?

Plusieurs personnes, blasées par les vaines promesses des vieux partis, se demandent à quoi servent au juste les Comités de chômeurs. La question a été souvent posée aux dirigeants.

En fait, les Comités ne constituent pas un parti politique au sens traditionnel du mot, ils ne vendent pas de cartes de membres et ne sont pas intéressés à grouper n'importe qui dans le seul but de compiler des cotisations mensuelles. Les Comités de chômeurs sont essentiellement formés de **militants** qui s'engagent non pas à payer des cotisations mais à poser tels gestes concrets ex: faire du "porte en porte", d'une façon régulière et continue, dans le but d'amener les travailleurs québécois à se grouper pour une action **directe.** Les travailleurs ne pouvant constituer des caisses électorales pour "acheter" des élections, leur seul moyen de pression est l'action directe, c'est-à-dire les manifestations et autres formes de pression destinées à faire bouger le gouvernement... ou à le remplacer.

La première dignité des travailleurs, à l'heure actuelle, est de descendre dans la rue pour exiger sur place la reconnaissance de leurs droits les plus élémentaires. Et c'est dans la rue que les Comités de chômeurs entendent faire l'éducation politique et révolutionnaire de la classe ouvrière du Québec.

Contrairement aux chefs syndicaux actuels, qui s'accommodent très bien de l'apathie apparente des masses, parce qu'ils sont au service des classes dirigeantes, les Comités de chômeurs sont persuadés que le peuple québécois renferme autant d'énergie que les autres peuples et que, comme certains d'entre eux, il est capable lui aussi d'accomplir sa révolution.

Les Comités de chômeurs, cependant, ne veulent pas devenir un groupe "permanent et respectable"; ils veulent, au contraire, jouer consciemment et volontairement un rôle transitoire, un rôle d'éclaireurs, pour préparer le terrain à une action plus large et toujours plus efficace.

Personne ne peut prévoir exactement comment se développera l'action des Comités de chômeurs. Vont-ils, comme maintenant, agir jusqu'au bout "pacifiquement", ou la situation les obligera-t-ils un jour à la violence? Une chose certaine: ses militants sont décidés à ne pas s'arrêter aux anti-chambres des "autorités en place". (1)

---

(1) Pour obtenir des informations supplémentaires, on peut écrire à l'adresse suivante: C.P. 1274, Station Place d'Armes, Montréal. Les Comités de chômeurs se cherchent actuellement un local permanent.

VISITEZ NOTRE KIOSQUE

AU SALON DU LIVRE

(du 8 au 13 avril, au Palais du Commerce)

partisans

Revue bimestrielle d'information et de discussion sur les problèmes du socialisme dans le monde entier

Abonnements:
France : 6 numéros: 22 F; 12 numéros: 42 F.
Etranger : 6 numéros: 26 F; 12 numéros: 47 F.

François Maspero éditeur, 1, place Paul-Painlevé, Paris (Ve)

OBJECTIF 65

revue indépendante de cinéma

Numéro 31

TROIS ENTRETIENS:

ERNST PINTOFF
SHIRLEY CLARKE
CARMEN D'AVINO
+ ROSI, HITCHCOCK, JESSUA,
PORTUGAIS, MONICELLI, CARLE.

OBJECTIF 65, C.P. 64, Station N, Montréal 18, Qué.

ABONNEZ-VOUS À

RÉVOLUTION

pour connaître ce que vous ne pouvez lire ailleurs: des documents inédits sur la Chine populaire et l'U.R.S.S. • des études théoriques sur le mouvement ouvrier international • des enquêtes, des reportages, ainsi que de nombreux récits écrits par des militants révolutionnaires du monde entier.

Abonnement: 22 F. (un an), 12 F. (six mois)

REVOLUTION, Nouvelles éditions internationales
52, rue Galende, Paris 5e, France.

MONTHLY REVIEW
AN INDEPENDENT SOCIALIST MAGAZINE

Editors: Leo Huberman and Paul M. Sweezy

Now in its fifteenth year of publication, **Monthly Review** is one of the few magazines in the United States that reports fully and honestly on the struggle of the oppressed peoples in the United States as well as in Asia, Africa and Latin America.

British Guiana Prime Minister Cheddi Jagan says: **"Monthly Review** is must reading for any serious student of politics."



Subscription rate:

	U. S.	Foreign
One year	$ 6.00	$ 7.00
Two years	$10.00	$12.00

Monthly Review, 333, Sixth Avenue, New York 14, N.Y., U.S.A.

I enclose $........................ for a

☐ one year sub
☐ Two years sub

to **Monthly Review.**

Name ....

Address ....

BULLETIN D'ABONNEMENT À

"Révolution Québécoise"

C.P. 1274, Station Place d'Armes
Montréal, Etat du Québec

Nom ....

....

Adresse ....

....

S'inscrit pour un abonnement d'un an

☐ ordinaire : 5 dollars

☐ de soutien : 10 dollars

A partir du mois de ....

Paiement par ☐ chèque ☐ mandat ☐ comptant

2